

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS

à partir du 1^{er} de chaque mois
 France et Algérie: Un an... 25 fr.
 — Six mois... 14 fr.
 Étranger U.-P.): Un an... 32 fr.
 — Six mois... 18 fr.

Paraissant le Vendredi

Rédacteur en chef: Edmond THÉRY

PRIX DE CHAQUE NUMÉRO:

France: 0 fr. 50 — Étranger: 0 fr. 60

Adresse télégraphique: Éconopéen-Paris

INSERTIONS

Ligne anglaise de 5 centimètres
 Annonces en 7 points..... 2 50
 Réclames en 8 points..... 4 »

Ce tarif ne s'applique pas aux annonces et réclames d'émission.

TÉLÉPHONE: Central 46-61

N° 1339. — 52^e volume (18) || Bureaux: 50, rue Sainte-Anne, Paris (2^e Arr^t) || Vendredi 2 Novembre 1917

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'Émission de l'Europe (En millions de francs)

DATES	Encaisse métallique		Circulation fiduciaire	PRINCIP. CHAPITRES					Taux de l'escompte
	Or	Argent		C/courants et dépôts particuliers	Portefeuille escompte	Avances s'valeurs mobilières			
FRANCE — Banque de France									
1914 23 juillet...	4.104	640	6.912	943	1.541	739			3½
1917 18 octobre...	5.325	257	21.680	2.860	1.764	1.138			5
1917 25 octobre...	5.326	255	21.705	2.834	1.764	1.135			5
1917 2 novemb.	5.328	254	22.018	2.679	1.890	1.138			5
ALLEMAGNE — Banque de l'Empire									
1914 23 juillet...	1.696	418	2.364	1.180	939	63			4
1917 6 octobre...	3.005	129	12.958	7.525	15.072	12			5
1917 15 octobre...	3.005	129	12.867	7.429	15.006	16			5
1917 23 octobre...	3.006	137	12.673	7.169	14.429	13			5
ANGLETERRE — Banque d'Angleterre									
1914 23 juillet...	1.094	»	733	1.055	841	»			3
1917 10 octobre...	1.387	»	1.042	2.991	2.224	»			5
1917 17 octobre...	1.409	»	1.041	3.302	2.509	»			5
1917 24 octobre...	1.386	»	1.040	3.106	2.266	»			5
DANEMARK — Banque Nationale									
1914 31 juillet...	410	»	219	24	94	15			6
1917 31 juillet...	273	4	405	137	66	18			5
1917 31 août...	272	4	402	161	58	19			5
1917 29 septemb.	267	4	424	115	55	19			5
ESPAGNE — Banque d'Espagne									
1914 10 juillet...	543	730	1.919	498	446	170			4½
1917 6 octobre...	1.938	725	2.701	965	442	406			4½
1917 13 octobre...	1.942	723	2.712	974	467	397			4½
1917 20 octobre...	1.949	723	2.713	965	444	384			4½
HOLLANDE — Banque Néerlandaise									
1914 25 juillet...	340	17	652	10	185	130			3½
1917 22 septemb.	1.416	16	1.648	178	131	149			4½
1917 29 septemb.	1.419	15	1.698	143	138	151			4½
1917 6 octobre...	1.419	15	1.714	137	159	147			4½
ITALIE — Banque d'Italie									
1914 31 juillet...	1.105	89	3.086	245	586	115			5½
1917 31 août...	836	65	4.693	959	656	340			5
1917 10 septemb.	835	65	4.755	1.004	655	328			5
1917 20 septemb.	836	65	4.813	982	655	333			5
ROUMANIE — Banque Nationale									
1914 18 juillet...	154	1	414	14	237	47			5½
1917 14 janvier...	493	0	1.485	178	210	58			5
1917 21 janvier...	493	0	1.501	209	210	58			5
1917 28 janvier...	493	0	1.514	205	211	58			5
RUSSIE — Banque de l'État									
1914 21 juillet...	4.270	197	4.358	698	1.049	518			5½
1917 29 septemb.	3.453	389	42.365	7.005	36.621	4.558			6
1917 6 octobre...	3.448	403	44.429	6.707	37.585	4.536			6
1917 14 octobre...	3.456	413	46.107	6.773	38.552	4.859			6
SUÈDE — Banque Royale									
1914 31 juillet...	146	8	320	109	236	41			5½
1917 30 juin...	284	5	652	162	290	»			5½
1917 31 juillet...	286	5	619	205	327	83			5½
1917 31 août...	286	4	654	202	345	112			5½
SUISSE — Banque Nationale									
1914 23 juillet...	180	19	268	51	94	20			3½
1917 6 octobre...	349	52	586	103	222	43			4½
1917 15 octobre...	349	53	579	85	197	44			4½
1917 23 octobre...	351	54	577	93	202	42			4½

REVUE DES CHANGES ET CHRONIQUE MONÉTAIRE

Change de Paris sur (papier court)

	Pair	16 juillet 1914	3 oct. 1917	10 oct. 1917	17 oct. 1917	24 oct. 1917	31 oct. 1917
Londres.....	25.224	25.17½	27.155	27.155	27.155	27.155	27.155
New-York.....	518.25	516 »	570 »	570 »	570 »	570 »	570 »
Espagne.....	500 »	482.75	668.50	678 »	663 »	672.50	678 »
Hollande.....	208.30	207.56	245 »	246 »	248 »	249.50	265 »
Italie.....	100 »	99.62	75 »	74 »	74.50	74 »	72 »
Pétrograd.....	266.67	263 »	» »	» »	90 »	79 »	80 »
Suède.....	138.89	138.25	212 »	213 »	213 »	224 »	237 »
Suisse.....	100 »	100.03	123.50	124 »	124.50	126.50	127 »
Canada.....	518.25	» »	» »	» »	» »	576 »	» »

Valeur en or à Paris de 100 unités-papier de monnaies étrangères

	Unités	16 juillet 1914	3 oct. 1917	10 oct. 1917	17 oct. 1917	24 oct. 1917	31 oct. 1917
Londres.....	100 liv.	99.82	107.66	107.66	107.66	107.66	107.66
New-York.....	» dol.	99.56	109.99	109.99	109.99	109.99	109.99
Espagne.....	» pes.	96.55	133.70	135.60	132.60	134.50	135.60
Hollande.....	» flor.	99.64	117.61	118.09	119.05	119.77	127.21
Italie.....	» lire.	99.62	75 »	74 »	74.50	74 »	72 »
Pétrograd.....	» rbl.	98.62	» »	33.75	32.625	29.625	30 »
Suède.....	» cou.	99.46	152.64	153.36	153.36	161.28	170.64
Suisse.....	» fr.	100.03	123.50	124 »	124.50	126.50	127 »
Canada.....	» dol.	» »	» »	» »	» »	111.14	» »

Changes de Londres sur: (chèque)

	Pair	16 juillet 1914	2 oct. 1917	9 oct. 1917	16 oct. 1917	23 oct. 1917	30 oct. 1917
Paris.....	25.224	25.18½	27.525	27.55	27.525	27.475	27.335
New-York.....	4.86½	4.871	4.76½	4.76½	4.76½	4.76½	4.76½
Espagne.....	25.22	25.90	20.35	20.43	20.43	20.42	20.13
Hollande.....	12.109	12.125	11.30	10.65	11.05	11.10	10.25
Italie.....	25.22	25.268	36.825	36.85	36.95	37.40	38.225
Pétrograd.....	94.58	95.80	304.4	306.4	314.4	354 »	341.4
Portugal.....	53.28	46.19	31.4	31 »	31 »	31 »	36.4
Scandinavie...	18.15	18.24	13.34	12.90	12.98	12.40	11.25
Suisse.....	25.22	25.18	22.30	22.35	22.22	21.78	21.50

Valeur en or à Londres de 100 unités-papier de monnaies étrangères

	Unités	16 juillet 1914	2 oct. 1917	9 oct. 1917	16 oct. 1917	23 oct. 1917	30 oct. 1917
Paris.....	100 fr.	100.14	91.64	91.55	91.63	91.81	92.20
New-York.....	» dol.	99.90	102.15	102.15	102.15	102.15	102.15
Espagne.....	» pes.	96.64	123.88	123.45	123.45	123.51	125.29
Hollande.....	» flor.	99.87	107.14	113.68	109.56	109.07	118.13
Italie.....	» lire.	99.82	68.49	68.44	68.26	67.44	65.98
Pétrograd.....	» rbl.	98.77	31.06	31.86	30.07	26.71	27.70
Portugal.....	» mil.	86.69	58.65	58.18	58.18	58.18	57.71
Scandinavie...	» cou.	100.85	136.12	140.77	139.83	146.45	161.41
Suisse.....	» fr.	100.17	113.10	112.85	113.51	115.80	117.31

La baisse sur la livre sterling et sur le dollar s'est continuée dans les premières séances qui ont suivi le 24 octobre. A un moment donné elle a même pris une allure tellement rapide qu'on a pu se demander si, derrière ce mouvement, il y avait autre chose que de la spéculation. Lundi, hors Bourse et même au début du marché, des transactions assez importantes se sont faites à 27,22-27,23 pour le chèque sur Londres, et à 5,71-5,72, pour le câble transfert sur New-York. Ces prix font ressortir une baisse d'environ 20 centimes sur la livre et 5 centimes sur le dollar, par rapport au cours de clôture du mercredi précédent. Il était manifeste que l'on allait trop loin. La spéculation, profitant

des causes certaines de faiblesse que nous indiquions dans notre dernière chronique, a exagéré le fléchissement au delà de toute limite raisonnable ; elle l'a surtout précipité, comme il arrive souvent, sans mesure. Résultat : les cours ont remonté brusquement et, le lundi même, ils clôturaient à 27,29 et 5,73 respectivement pour le Londres et le New-York. En fin de semaine, ils se retrouvent à 27,37 et 5,74 1/4. Il convient d'observer que la fermeture de la Bourse des changes, du 1^{er} au 5 novembre, n'est pas non plus étrangère à ce mouvement de reprise. Non seulement le découvert a tenu absolument à se racheter pour ne pas courir l'aléa de cette interruption, mais les demandes régulières ont assuré leurs couvertures dans les dernières séances d'octobre. Le fait que la réaction n'a pas été plus accentuée montre que, au fond, la baisse s'appuyait sur des causes réelles. Ajoutons que des transferts de fonds provenant d'Amérique surtout et quelque peu aussi d'Angleterre, en vue de l'achat de *bons de la Défense Nationale* destinés à être affectés à la libération de souscriptions au prochain emprunt, paraissent avoir procuré au marché un contingent appréciable d'éléments de compensation.

Les changes neutres ont, de leur côté, accentué fortement leur mouvement de hausse. Les *devises scandinaves* enregistrent de nouveaux progrès, tout a fait impressionnants. La *Suède* gagne 13 centimes sur son cours du 24 octobre ; elle clôture ferme à 2,37. La *Norvège* s'inscrit également très demandée à 2,05, contre 1,91 la semaine dernière et 1,82 la précédente. Le *Danemark* a été payé 2,02, contre 1,88 et fait l'objet de transactions plus régulières que ces derniers temps. Malgré ces gains, les cours de Paris restent encore sensiblement au-dessous de la parité de ceux câblés par les banques scandinaves ; notre marché est, en quelque sorte, remorqué par celui de Stockholm principalement ; Christiania et Copenhague l'influencent surtout par incidence. Nous n'apercevons pas d'autres raisons à cette hausse que celles que nous avons déjà données. La situation empire à mesure que se resserre la politique de blocus pratiquée à l'égard des neutres du Nord de l'Europe. L'aggravation de la crise du change sur ces pays est un peu comme ces éruptions qui suivent presque toujours l'application d'un révulsif énergique ; il faut savoir en prendre son parti. En attendant, d'ailleurs, les détenteurs de titres scandinaves voient la liquidation de leur portefeuille facilitée à des conditions avantageuses, dont ils auraient tort de ne pas profiter en ce moment. La situation du *change hollandais* est identique ; le *florin* a clôturé à 2,65, à peu près introuvable. Il gagne ainsi 16 centimes sur le cours du 24 octobre ; dans la seule séance du 31, il a monté de 10 points. Les communications avec Amsterdam sont toujours très compliquées, sinon impossibles, de telle sorte que le marché du florin est extrêmement étroit. Il en est de même à Londres. On annonce comme définitivement conclu l'accord germano-hollandais, auquel nous avons fait allusion dans notre dernière chronique. On n'a, pour l'instant, aucun renseignement complémentaire au sujet des détails de cette opération ; il se confirme néanmoins que l'Allemagne aurait obtenu un crédit de banque assez important.

Le *change espagnol* est toujours aussi irrégulier. Après avoir fléchi de 6,72 1/2, le 24 octobre, à 6,69, le 27, il s'est brusquement relevé et clôture ferme à 6,78. Ces variations n'ont aucune explication économique ; elles sont le fait de manœuvres spéculatives, qui se poursuivent sur les places de la Péninsule et dont Paris ne fait qu'enregistrer la répercussion. Nous avons dit souvent les raisons qui justifient la hausse de la *piastre* ; ces raisons subsistent et les restrictions américaines, auxquelles nous avons également fait allusion dans nos précédentes chroniques, les consolident chaque jour. Le meilleur moyen d'en pallier les effets serait d'in-

tensifier la mobilisation de notre portefeuille de valeurs espagnoles et sa réalisation sur les marchés de Madrid ou de Barcelone. Peut-être les intermédiaires, qui en avaient le moyen, ne portent-ils pas suffisamment leurs efforts de ce côté. Le *franc suisse* gagne encore un demi-centime et clôture demandé à 1,27. Le marché est toujours dans l'attente des crédits promis par l'accord du 29 septembre dernier et dont la réalisation semble traîner en longueur. Le *rouble* a légèrement remonté ; à 80 centimes, il est en hausse de un centime sur le cours du 24 octobre. Le montant des transactions est toujours très faible et irrégulier. Enfin, les mauvaises nouvelles militaires du front italien ont pesé sur les cours de la *lire*, qui se traite maintenant à 72, contre 74 la semaine dernière.

Cours des changes de New-York sur :

	Pair	16 juillet 1914	2 oct. 1917	9 oct. 1917	16 oct. 1917	23 oct. 1917	30 oct. 1917
Paris.....	5.184	5.167	5.791	5.791	5.791	5.791	5.741
Londres.....	4.868	4.873	4.767	4.767	4.767	4.767	4.767
Berlin.....	95.28	95.06	(1)	»	»	»	»
Amsterdam....	40.195	»	42 3/8	42 3/8	42 3/8	43	45

Valeur en or à New-York de 100 unités-papier de monnaies étrangères

	Unités	16 juillet 1914	2 oct. 1917	9 oct. 1917	16 oct. 1917	23 oct. 1917	30 oct. 1917
Paris.....	100 fr.	100 27	89 47	89 45	89 45	89 51	90 21
Londres.....	100 liv.	100 19	97 91	97 91	97 91	97 91	97 91
Berlin.....	100 Mk.	99 67	»	»	»	»	»
Amsterdam....	100 fl.	»	104 64	106 35	105 73	106 98	111 95

Changes sur Londres à (Cours moyen du mardi)

	15 juillet 1914	9 oct. 1917	16 oct. 1917	23 oct. 1917	30 oct. 1917
Valeurs à vue					
Alexandrie.....	97 21/32	97 3/8	97 3/8	97 3/8	97 3/8
Pétrograd.....	95 80	306 1/2	315 1 2	353 1/2	339 1/2
Rio-de-Janeiro....	15 7/8	12 13/16	12 15/16	12 29/32	12 27/32
Valparaiso.....	9 3/4	14 3/4	14 7/32	13 23/32	13 13/32
Câble transfert					
Bombay.....	1.3 31/32	1.5 1/32	1.5 1/32	1.5 1/32	1.5 1/32
Calcutta.....	1.3 31/32	1.5 1/32	1.5 1/32	1.5 1/32	1.5 1/32
Hong-Kong.....	1.10 5/16	»	2.7 3/4	2.7 3/4	2.9 3/4
Shanghai.....	2.5 3/4	4.1	3.40	3.9 1/2	4.0
Buenos-Ayres (or.)	47 11/16	49 3/8	50 1/4	50 9/16	51 1/2
Montevideo.....	51 3/32	54 1/2	55 1/4	55 3/4	57 3/8
Singapour.....	2.3 15/16	2.4 5/64	2.4 5/64	2.4 5/64	2.4 5/64
Yokohama.....	2.0 3/8	2.1 5/8	2.1 5/8	2.1 5/8	2.1 7/8

Variations du mark à

	18 sept. 1917	25 sept. 1917	2 oct. 1917	9 oct. 1917	16 oct. 1917	23 oct. 1917	30 oct. 1917
New-York (1) (pair : 95 3/8)	»	»	»	»	»	»	»
Amsterdam (pair : 59 3/8)	»	»	»	»	»	»	»
Cours.....	33 125	33 20	32 525	32 70	32 30	31 67	32 60
Parité.....	55 89	56 02	54 88	55 18	54 50	52 42	55 01
Perte %.....	44 11	43 98	45 12	44 82	45 50	47 58	44 99
Genève (pair : 123 47)	»	»	»	»	»	»	»
Cours.....	65 35	66 20	63 90	65	64 10	62 20	63 75
Parité.....	52 93	53 62	51 76	52 65	51 92	52 46	51 64
Perte %.....	47 07	46 38	48 24	47 35	48 08	49 54	48 36

Le change sur Vienne à Genève est coté 40 », c'est-à-dire que la perte de la couronne est d'environ 61 91 %.

Métaux précieux et Escompte hors banque à Londres

	30 avril 1917	30 mai 1917	30 juin 1917	30 juillet 1917	30 août 1917	29 sept. 1917	30 oct. 1917
Cours de l'or...	77 9	77 9	77 9	77 9	77 9	77 9	77 9
Cours d'argent	3715/16	38	39 1/2	39 7/8	46	49	46
Escompte hors banque.....	4 23/32	4 3/4	4 5/8	4 25/32	4 25/32	4 13/16	4 25/32

(1) Depuis le 30 mars 1917 le cours du mark et de la couronne n'est plus coté à New-York.

LA SITUATION

Pendant que l'avance lente mais méthodique et continue des troupes franco-britanniques se poursuit en Flandre, nos alliés italiens continuent à reculer sous la poussée des armées de Mackensen. Cependant les armées italiennes ont réussi à se replier derrière le Tagliamento. Une opération de ce genre, faite sous la pression immédiate de l'ennemi, ne peut s'accomplir qu'au prix de pénibles sacrifices. C'est ce qu'a l'air d'indiquer le généralissime italien en rendant hommage à l'héroïsme des troupes de couverture chargées de contenir la poussée austro-allemande. Les Gouvernements français et britannique continuent à envoyer des renforts aux Italiens. On peut espérer que l'avance allemande sera bientôt arrêtée et même refoulée. Le moral du pays italien reste inébranlé.

Les Etats-Unis, aussi, ont tenu à secourir l'Italie, autant qu'ils le pouvaient.

L'ouverture d'un crédit de 230 millions de dollars a été décidée. Avec ce nouveau crédit l'Italie pourra acheter aux Etats-Unis une grande quantité de charbon dont elle a un besoin immédiat.

Le Shipping Board a pris des mesures pour affecter vingt-cinq vaisseaux marchands au transport des autres approvisionnements nécessaires.

La crise ministérielle italienne a été vite résolue. M. Orlando est président du Conseil et M. Sonnino reste ministre des Affaires étrangères.

Un changement de chancelier vient de survenir en Allemagne. M. Michaelis part après trois mois de pouvoir. Von Hertling, premier ministre de Bavière, lui succède.

La *Gazette de Francfort* annonce que le comte von Hertling a été reçu, mercredi dernier, à six heures, par le kaiser, à qui il a annoncé qu'il acceptait définitivement le poste de chancelier qui lui avait été offert.

D'après les *Munchner Neueste Nachrichten*, Hertling serait en même temps chancelier et premier ministre de Prusse.

Pour apaiser l'opposition des nationaux libéraux, l'empereur nommerait le député national libéral Friedberg vice-ministre président prussien.

Selon le *Berliner Tageblatt*, si Hertling prend le pouvoir comme successeur de Michaelis, les jours de la majorité sont comptés et celle-ci ne manquera pas de se désagréger bien avant que le Parlement d'Empire se réunisse.

Le premier lord de l'Amirauté a fait aux Communes un long exposé de la situation maritime. Il a dit notamment : « Il est impossible de publier les pertes des tonnages britanniques, car ce serait servir l'ennemi ; depuis le commencement de la guerre, 40 à 50 % des sous-marins allemands dans la mer du Nord, dans l'Atlantique et dans l'Océan Arctique, ont été coulés, et les pertes de l'ennemi, au cours des quatre derniers mois, ont égalé celles de l'an passé, pour l'année entière.

« Le nombre des sous-marins allemands coulés par nous augmente sans cesse, mais les Allemands construisent avec une célérité plus grande que jamais auparavant.

« Toutefois, les résultats obtenus par l'Allemagne sont très inférieurs à ce qu'elle espérait. »

L'Espagne traverse de nouveau une grave crise politico-militaire. Le ministère Dato est démissionnaire depuis la semaine dernière, et les combinaisons Garcia Prieto et Maura, proposées par le roi, ont jusqu'alors échoué. On dit que le général Marina, ancien capitaine général de Catalogne et président des juntas militaires, serait chargé de former le cabinet avec le concours de députés et de sénateurs ayant adhéré au programme de la réunion des parlementaires à Barcelone le 19 juillet dernier.

LES ÉVÉNEMENTS DE LA GUERRE

L'activité militaire a été prodigieuse sur tous les fronts de l'Europe occidentale. Mais si nous pouvons être particulièrement satisfaits des résultats acquis sur le front français, les nouvelles d'Italie causent une certaine inquiétude.

Nos soldats ont exploité le victorieux bond du 23 octobre, dont nous avons parlé dans notre précédent numéro, et ont occupé toutes les positions allemandes comprises entre notre ligne initiale et le canal de l'Oise à l'Aisne. A l'est, nos chasseurs se sont emparés des fameuses défenses de Pargny-Filain et du réservoir du même nom, ce qui nous assure la complète possession du canal.

Nous voici maintenant à moins de huit kilomètres de la forteresse de Laon, dont nos tirs d'artillerie empêchent désormais l'ennemi d'en faire un point de concentration de ses troupes et de son artillerie. Ce succès, que l'on peut appeler une victoire, nous a valu la prise de plus de 11.000 prisonniers et de 180 canons de tous calibres.

Les Flandres ont aussi été le théâtre d'offensives victorieuses, deux en moins de huit jours.

Le 26, au matin, les poilus du général Anthoine, franchissant le Saint-Jansbeck et le Coverbeck avec de l'eau jusqu'aux épaules, soutenues à l'aile gauche par l'armée belge, à l'aile droite par les soldats de Sir Douglas Haig, ont conquis, sur un front de plus de trois kilomètres, de nombreux villages et points d'appui et entamé la forêt d'Houthulst.

Le 30, les troupes canadiennes ont réussi à enlever, après une lutte superbe et malgré la résistance de l'ennemi, les positions maîtresses de la côte de Passchendaele. En un mot, le village, dont les abords immédiats sont conquis, est à la merci de nos alliés britanniques, qui pourront alors commander la grande plaine des Flandres.

Les armées austro-allemandes, aidées de quelques divisions turques et bulgares, ont prononcé, d'abord sur le front de Plezzo à Tolmino, une attaque foudroyante qui obligea immédiatement nos alliés italiens à abandonner le plateau de Bainsizza, puis à reculer jusqu'à l'Isonzo. Bientôt l'attaque fut générale depuis les Alpes-Carniques jusqu'à la mer Adriatique. Les soldats de Cadorna en retraite durent passer la frontière et, après la prise de Cividale et d'Udine, reculer sur la rive droite du Tagliamento.

Cette ligne naturelle, formée par le Tagliamento, large torrent qui descend des Alpes, paraît devoir devenir la ligne de résistance de nos alliés. Elle est défendue au nord par la forteresse de Gemona que déjà l'ennemi bombarde. Des renforts français et anglais, arrivés en toute hâte et en position, permettront, souhaitons-le, de prononcer une contre-offensive ou tout au moins d'arrêter la marche envahissante de l'ennemi.

En Russie, la situation ne s'est pour ainsi dire pas modifiée. Il faut toutefois signaler que les Allemands ont été contraints de se retirer de la presqu'île du Werder, où ils avaient débarqué, ainsi que de leurs positions avancées à l'est de Riga.

QUESTIONS DU JOUR

Ravitaillement et Production Agricole

Discussion à la Chambre des Députés

(Suite et fin) (1)

Au cours de la discussion des interpellations sur le ravitaillement et la production agricole, des discours très documentés ont été prononcés, soit pour conseiller à M. Maurice Long, ministre du Ravitaillement, d'appliquer de meilleures méthodes de répartition et de restriction que celles employées jusqu'à ce jour, soit pour inviter M. Fernand David à venir immédiatement en aide aux cultivateurs pour intensifier leur production en mettant à leur disposition la main-d'œuvre et les engrais qui leur font actuellement défaut.

L'ordre du jour de confiance que la Chambre des députés a voté à l'unanimité dans sa séance du 11 octobre s'inspirait de ces principes, car il demandait au gouvernement de « dresser l'inventaire de nos ressources et de nos besoins alimentaires pour établir, en conséquence, le programme de ravitaillement et de production qu'exigent les circonstances ».

Or cet inventaire a été fait par MM. Fernand David et Maurice Long et par les nombreux orateurs qui se sont succédé à la tribune.

Les chiffres produits montrent que depuis l'ouverture des hostilités notre production agricole a diminué d'année en année ; en voici la preuve :

Production des céréales panifiables en France

Périodes	Froment	Seigle	Orge
(En milliers de quintaux)			
Moyenne 1904-1913.....	88.431	13.092	9.745
Année 1914.....	76.936	11.147	9.758
— 1915.....	60.630	8.420	6.921
— 1916.....	55.767	8.472	8.332
— 1917.....	39.482	6.694	8.981

Nos lecteurs observeront que les années 1914, 1915, 1916 et 1917 sont comparables entre elles, car les régions occupées par l'ennemi ont été retranchées de la statistique officielle dès l'année 1914.

En ce qui concerne spécialement le blé, la plus importante de nos céréales panifiables, la récolte de 1917 se présente donc avec un déficit de 37.454.000 quintaux par rapport à l'année 1914, qui était elle-même en recul d'environ 3 millions de quintaux sur la moyenne décennale 1904-1913, non comprise la diminution s'appliquant aux territoires envahis.

Pour le seigle, le déficit entre 1914 et 1917 s'élève à 4.453.000 quintaux et pour l'orge à seulement 777.000 quintaux.

**

Les autres grandes productions agricoles présentent les résultats suivants :

Productions agricoles diverses

Périodes	Avoines	Pommes de terre	Vin
(Milliers de quintaux) d'hectolitres			
Moyenne 1904-1913.....	48.597	134.204	53.331
Année 1914.....	46.206	119.927	56.134
— 1915.....	34.626	93.990	18.101
— 1916.....	40.224	88.000	33.457
— 1917.....	34.463	120.000 (2)	37.500 (2)

(1) Voir l'Economiste Européen, n° 1335, 1336, 1337 et 1338 des 5, 12, 19 et 26 octobre 1917.

(2) Evaluation provisoire.

Sauf pour les pommes de terre, — dont la culture a bénéficié de l'organisme spécial que M. le Rouzic, député du Morbihan, a créé et dirigé avec autant d'activité que d'intelligence, — toutes nos grandes productions agricoles sont en diminution, et ce regrettable phénomène a pour principales causes, nous le répétons pour la vingtième fois, la pénurie de la main-d'œuvre agricole et la presque impossibilité dans laquelle les agriculteurs se sont trouvés de se procurer les engrais et ingrédients nécessaires.

**

La situation de notre cheptel était, après trois ans de guerre, moins mauvaise que celle de notre production agricole :

Animaux de ferme existant en France

Epoques	Chevaux	Bovidés	Ovidés	Porcins
(En milliers de têtes)				
Moyenne 1904-1913....	3.190	14.337	17.145	7.119
Fin décembre 1913....	3.222	14.788	16.131	7.034
— 1914.....	2.205	12.668	14.038	5.926
— 1915.....	2.209	12.520	12.262	4.910
— 1916.....	2.246	12.342	10.845	4.362
1 ^{er} juillet 1917.....	2.283	12.443	10.587	4.200

La grosse réduction s'est produite entre la fin de 1913 et la fin de 1914, parce que les chiffres de cette dernière date sont diminués à la fois des réquisitions en masse opérées pendant les cinq premiers mois de la mobilisation, et des animaux existant dans les départements envahis et qui sont considérés comme perdus pour notre cheptel national.

Entre la fin décembre 1914 et la fin juin 1917, dates comparables au point de vue territorial, l'effectif des chevaux et des bovidés s'est à peu près maintenu, mais le nombre des moutons et des porcs a reculé de 3.451.000 pour les premiers et de 1.726.000 pour les derniers. La diminution des moutons est particulièrement inquiétante en ce sens qu'elle porte à la fois sur la viande et sur la laine.

**

Les tableaux précédents résument le mal que la guerre a fait à l'ensemble de notre production agricole. En ne considérant que le blé et l'avoine — qui sont les céréales dont nous avons le plus besoin — nous savons donc que, comparativement à l'année 1914, leur production en 1917 a subi un déficit de 37.454.000 quintaux pour le blé et de 11.743.000 quintaux pour l'avoine.

Mais la production de 1914 avait été inférieure aux besoins réels de la consommation nationale et pour atteindre la récolte suivante nous avions dû importer, entre le 1^{er} juillet 1914 et le 30 juin 1915, un complément de 17.778.000 quintaux de blé (ou de farines) et 4.395.000 quintaux d'avoine.

On peut donc admettre, à quelques millions de quintaux près, que la consommation de la France a été pendant l'année agricole 1914-1915 de 94 millions 714.000 quintaux de blé et de 50.601.000 quintaux d'avoine.

Si les besoins de notre pays étaient pour l'année 1917-1918 de même importance que ceux constitués en 1914-1915, il nous manquerait — en raison de la récolte déficitaire de 1917 — 55.232.000 quintaux de blé et 16.138.000 quintaux d'avoine qu'il nous faudrait acheter à grands frais à l'étranger.

Mais grâce aux restrictions qui seront imposées à la consommation de la farine de blé, aux mélanges qu'elle subira en farines d'orge et de seigle, et grâce aussi à l'excellente récolte de pommes de terre qui dépassera peut-être en quantité celle de 1914, on peut espérer qu'une importation de 50 millions de quintaux de blé suffiront aux besoins de l'année agricole en cours.

De même on estime que les substitutions projetées permettront de réduire à 14 millions de quintaux la quantité d'avoine que nous aurons à acheter au dehors.

**

Le fait principal à retenir c'est qu'en 1917 nos récoltes mettront à la disposition du marché français 18.929.000 quintaux de blé et 5.761.000 quintaux d'avoine de moins qu'en 1916.

La soudure des récoltes 1916 et 1917 étant aujourd'hui réalisée, nous avons à examiner comment celle de 1917-1918 pourra se faire pour la France, pour l'Angleterre et l'Italie, car notre situation alimentaire est étroitement liée à celle de nos deux grandes alliées.

Les évaluations de production qui nous sont actuellement parvenues donnent le tableau suivant :

Production du blé dans l'hémisphère septentrional en 1916 et 1917

Pays	Production		Excédent ou déficit
	de 1916	de 1917	
(En milliers de quintaux)			
France.....	58.411	39.482	- 18.929
Angleterre.....	16.501	18.000 (1)	+ 1.499
Italie.....	48.044	38.000	- 10.044
Totaux.....	122.956	95.482	- 27.474
Etats-Unis.....	174.151	181.531	+ 7.380
Canada.....	59.975	67.813	+ 7.838
Indes anglaises.....	86.547	103.230	+ 16.683
Algérie.....	7.934	8.087	+ 153
Totaux.....	328.607	360.661	+ 32.054

(1) Evaluation provisoire.

La production du blé en France, en Angleterre et en Italie est, en 1917, inférieure de 27.474.000 quintaux à celle de 1916 ; mais celle des grands pays exportateurs de l'hémisphère septentrional : Etats-Unis, Canada, Indes Anglaises et Algérie, est au contraire supérieure de 32.054.000 quintaux à la production de 1916.

Donc, sans compter sur la récolte de l'Australie et de la République Argentine, dont les chiffres ne seront connus qu'en janvier 1918, on peut considérer que le déficit des trois grandes nations alliées européennes importatrices de blé sera comblé par l'excédent obtenu dans les grands pays alliés exportateurs.

De même pour l'avoine : Sa production a été, en 1917, de 222 millions de quintaux aux Etats-Unis et de 62 millions au Canada ; soit, au total, 284 millions, contre 182 millions aux Etats-Unis et 54 millions au Canada en 1916 ; ce qui représente pour ces deux seuls pays une augmentation de 48 millions de quintaux sur l'année dernière, bien supérieure au déficit que la France, l'Angleterre et l'Italie auront à enregistrer.

La soudure avec la récolte de 1918 s'effectuera d'autant plus facilement qu'en outre des excédents de récolte constatés, les arrangements survenus entre les Etats-Unis et les nations de l'Entente réserveront à celles-ci, et par préférence sur les pays neutres, les produits alimentaires et industriels dont la grande République américaine disposera.

Toute la question est de savoir si les quatre pays intéressés pourront mettre en ligne un assez grand nombre de bateaux pour assurer le transport de ces produits. Les services compétents répondent par l'affirmative et ils doivent être bien renseignés.

**

Assurer la soudure avec la récolte de 1918 ne constitue qu'une partie du problème à résoudre,

car si cette récolte était inférieure, ou simplement égale à celle de 1917, la France risquerait de se trouver dans une situation infiniment plus grave que sa situation actuelle puisqu'elle n'aurait peut-être plus à sa disposition les excédents de production dont nous venons de parler.

Le redoutable problème alimentaire que la continuation de la guerre pose à notre pays ne sera pleinement résolu que le jour où nos récoltes se seront relevées à la moyenne décennale de 1904-1913, ou tout au moins aux chiffres de 1914.

Ce résultat peut être obtenu si l'on veut enfin admettre que la question de la production agricole a autant d'importance, pour la défense nationale, que celle des munitions et que pour la résoudre il faut appliquer la formule énergique et efficace que MM. Albert Thomas et Loucheur ont si heureusement mise en œuvre pour les fabrications de guerre, et ne plus s'en tenir aux moyens insuffisants employés jusqu'ici.

La politique agricole qu'il est indispensable de suivre désormais a été définie dans l'ordre du jour voté à l'unanimité par la Chambre des députés dans sa séance du 11 octobre, et elle peut se résumer en deux phrases : *Mobilisation de la main-d'œuvre agricole ; mobilisation de la production des engrais chimiques.*

Mobilisation de la main-d'œuvre agricole d'après les principes qui ont présidé à la mobilisation militaire, et mobilisation de la production des engrais, en utilisant les procédés qui ont permis, avec une rapidité incroyable, l'intensification de la fabrication des canons et des munitions.

Mais il n'y a plus un jour à perdre.

FIN EDMOND THÉRY.

En Italie

Un récent discours de M. Carcano, ministre du Trésor d'Italie, avait mis à l'ordre du jour les finances italiennes et leur bonne situation. Hélas ! l'Italie nous donne, aujourd'hui, d'autres préoccupations et autre chose que sa situation politique et financière attire l'attention. Son sol est envahi. Une nouvelle fois dans l'histoire, les Barbares se ruent sur l'Italie. Comme aux temps antiques, et puis au moyen âge, c'est par les plaines de l'Italie que les hordes barbares tentent de conquérir l'Europe civilisée.

Pendant que les armées austro-hongroises préparaient silencieusement leur formidable choc à l'est de l'Isonzo, un crise ministérielle éclatait à Rome. Le 26 octobre, le ministre Boselli était mis en minorité à la Chambre. Et c'est pendant cette crise que tous les régiments de l'Austro-Allemagne a pu faire venir impunément du front oriental où tout semble dormir, se sont rués en avalanche sur la 2^e armée italienne et l'ont repoussée au delà d'Udine, jusque sur le Tagliamento, où elle va organiser la résistance, avec l'aide des Français et des Anglais accourus à son secours.

Devant la gravité de la situation militaire, la crise ministérielle n'a pas été longue. Le nouveau ministre est déjà constitué sous la présidence de M. Orlando, qui a pris le portefeuille de l'Intérieur, avec M. Sonnino aux Affaires étrangères et le général Alfieri, à la Guerre. Le cabinet Boselli était tombé sous l'hostilité systématique des socialistes officiels et des catholiques. Les deux partis ont déjà fait savoir qu'ils donneraient leur plein appui au nouveau ministre, l'union sacrée étant le premier devoir de tous dans les graves circonstances du moment. Comme dans les autres pays, toutes les fractions vont faire bloc contre l'invasisseur. M. Orlando, pour faire savoir, non seulement à l'Italie, mais au monde entier, dans quel esprit et avec quelle résolution il prenait le pouvoir, a en-

voyé, le jour même de la constitution du cabinet, le télégramme suivant au général Cadorna :

« Avec la conscience des responsabilités formidables qui m'incombent à l'heure présente, je prends la direction du gouvernement de l'Italie, et ma première pensée est d'assurer Votre Excellence que le peuple italien soutient avec intrépidité l'épreuve terrible et que pas un seul moment sa foi n'a été ébranlée dans l'armée et dans le chef qui la commande. A eux, qu'elle acclamait à l'heure de la victoire ; à eux, encore plus intimement, elle se lie à l'heure de l'adversité.

« L'immense effort de l'adversaire, qui a accumulé et lancé contre nous la somme de ses haines et de ses forces, s'il réussit à faire irruption dans un cher et glorieux lambeau de la patrie, n'a pas fait fléchir cependant les esprits et n'a pas désorganisé les forces intérieures du pays.

« Que l'ennemi sache, que le monde sache que les Italiens, sous le coup de leur inexprimable douleur pour la patrie envahie, ont à honneur d'arrêter toutes leurs discussions intérieures afin de renforcer leurs volontés et leurs énergies pour que le sol de la patrie soit de nouveau consacré par la victoire qui ne peut manquer. »

C'est tout un programme de gouvernement.

La France et l'Angleterre se sont hâtées de se déclarer solidaires de l'Italie, d'affirmer solennellement que sa cause était la leur et sa guerre leur guerre. Elles ont fait mieux que d'affirmer : elles ont envoyé rapidement de puissants renforts et déjà l'on peut espérer que le général Cadorna rétablira les affaires de Vénétie comme il a rétabli, jadis, celles du Trentin. Pour le moment, les Alliés pensent toujours faire du Tagliamento, heureusement grossi par des pluies abondantes, un rempart à l'invasion et arrêter l'enveloppement par les régiments allemands du flanc gauche des armées italiennes.

**

Malgré l'intérêt capital, absorbant, des opérations militaires, nous tenons à donner une esquisse de la situation financière de l'Italie, que M. Carcano a tracée devant le Parlement, avant ces jours tragiques. Nous ne croyons pouvoir mieux faire que condenser les données de son propre discours :

Dans l'exercice courant, les recettes principales s'élèvent à 4.141.000.000, accusant une augmentation de 2.157.000.000 par rapport à l'exercice précédent. Au cours des deux dernières années, les dépôts dans les caisses d'épargne ont augmenté de presque un milliard et demi. Les conditions générales de la vie économique pendant la guerre se maintiennent satisfaisantes. Au 30 septembre, la dette de guerre s'élevait à 25 milliards. La moyenne du taux des intérêts de la dette de l'Etat est de 4,24 %. Le Parlement et le pays doivent être satisfaits. Ils doivent être reconnaissants aux Alliés pour leur coopération amicale en matière financière.

Le gouvernement dispose d'un excédent de recettes de 2.139.000.000, qui lui permettra de faire face à l'avenir aux nouvelles dettes, sans demander d'autres sacrifices aux contribuables. La solidité des finances italiennes et les excellentes conditions du crédit public de l'Italie sont ainsi démontrées.

A côté des vertus civiles du public et des gestes héroïques des combattants, qui ont élevé de beaucoup l'Italie dans l'estime universelle, il faut aussi relever le patriotisme des contribuables, qui prouve que l'Italie, dans le domaine financier également, n'a pas manqué à son devoir. L'Italie peut tenir le front haut, heureuse de donner à ses créanciers les meilleures garanties qu'ils puissent désirer. Les preuves qu'elle a données jusqu'à maintenant sont un gage que l'Italie résistera inébranlablement, en pleine solidarité avec ses alliés, jusqu'à la victoire

certaine, pour son salut, dans l'avenir, pour la défense du droit et de la justice.

A ces chiffres le gouvernement en a ajouté d'autres non moins caractéristiques. Il vient de faire connaître le montant des sorties du Trésor et celui de ses encaisses pendant les dix mois de neutralité et les vingt-sept mois de guerre, c'est-à-dire du 1^{er} août 1914 au 31 août de l'année courante. Les paiements effectués s'élèvent à 37 milliards de francs ; l'encaisse à 29 milliards. Il a fallu par conséquent recourir pour 8 milliards à des opérations de trésorerie.

Bes 29 milliards encaissés, 11 proviennent d'entrées budgétaires, 2 d'opérations de comptabilité et 16 milliards environ ont été fournis par l'emprunt.

Si nous comparons ces chiffres à ceux des autres Etats belligérants et tenons compte de la différence de capacité économique et financière de l'Italie, on peut déclarer qu'aucun autre pays n'a effectué un effort aussi considérable.

Les opérations de trésorerie ont été conclues en partie à l'intérieur, mais surtout à l'étranger. L'Italie, le 31 août dernier, y avait placé (principalement en Angleterre) des bons du Trésor pour 5 milliards 400 millions de francs. En outre, les Etats-Unis d'Amérique lui ont fait des ouvertures de crédit qui, à la date susdite, s'élevaient à une somme correspondant à 800 millions de francs. Ces opérations ont commencé en juillet 1915. Dans le premier trimestre elles s'élevaient à la somme de 173 millions de francs par mois ; dans le dernier semestre elles atteignirent le chiffre de 430 millions.

**

On se réjouirait de ces données... si les Austro-Allemands n'étaient pas à Udine. Mais l'Italie saura montrer, sur le terrain guerrier, la même force de résistance que dans le domaine financier. Elle saura déjouer toutes les tentatives allemandes, qu'elles procèdent par ses régiments ou par ses agents de démoralisation.

Car au fond de cette attaque brusquée, il y a surtout une manœuvre politique déjà découverte. L'attaque contre l'Italie a été organisée quand le cabinet de Vienne faisait publier qu'il était disposé à une paix séparée, tandis que de son côté le cabinet de Berlin se déclarait confidentiellement prêt aux plus larges concessions. Il s'agissait d'énervier et de diviser les Alliés.

Il s'agissait surtout pour le cabinet de Vienne d'obtenir des troupes de l'Allemagne qui déjà trouve qu'elle n'en a pas trop. Elle les a obtenues. Les deux complices de Vienne et de Berlin, après bien des tiraillements ont réussi, en commun, la première partie de leur manœuvre.

Mais quel sort lui réserve la suite ? Après une fameuse ruée victorieuse, l'Allemagne a trouvé, sur la Marne, le tombeau de ses ambitions militaires. Quel nouveau Destin trouvera-t-elle sur le Tagliamento ?

Georges BOURGAREL.

La Crise de la petite Monnaie en France de 1789 à 1799 et ses Motifs

(Suite et fin) (1)

Peu de temps après, des menaces de troubles provoquèrent l'affaire du Champ de Mars, où le général Lafayette fut en danger, et la proclamation de la loi martiale le 17 juillet 1791.

Toutes ces circonstances augmentèrent encore les difficultés d'échanges et, le 6 août 1791, un nouveau décret, en 6 articles, énonça :

« Article premier. — La fabrication d'une même

(1) Voir l'Economiste Européen, n° 1838, du 26 octobre 1917.

monnaie avec le métal des cloches aura lieu sans délai. »

Il a donc fallu procéder à la fonte. Un décret du 12 octobre ordonne la fabrication des floans de cuivre, qui sont ou seront déposés à l'Hôtel des Monnaies de Paris par le sieur Delessert.

Le 8 janvier 1792, soit plus d'un an après le commencement de l'examen de la situation monétaire, il est dit dans un décret concernant la fabrication des assignats de petite valeur :

« Le ministre des Contributions rendra compte tous les quinze jours à l'Assemblée des progrès de la fabrication desdits assignats et de la fabrication et distribution de la monnaie de cuivre ou de cloche. »

Le 27 janvier 1792, un décret, en 5 articles, décide que les floans provenant du métal des cloches, fabriqués dans les villes de Besançon, Clermont-Ferrand, Arras, Dijon et Saumur, y recevront sans déplacement l'empreinte monétaire au coin des nouvelles empreintes.

« ...Art. 3. — Le ministre des Contributions publiques fera parvenir, dans le plus court délai, aux établissements ci-dessus, les ustensiles nécessaires. »

Le 20 avril 1792, déclaration de guerre à l'Autriche.

Le 22 avril 1792, nouveau décret, en 20 articles, concernant la fabrication de la monnaie avec le métal des cloches, et le 6 juillet suivant, un autre décret indique les dispositions pour remettre aux divers payeurs de la Trésorerie nationale, suivant l'exigence du service public, des espèces de cuivre ou de métal de cloche.

Le 11 juillet 1792, l'Assemblée Nationale, dans un décret célèbre dit :

« Des troupes nombreuses s'avancent vers nos frontières... »

« Citoyens, la patrie est en danger ! »

Il est pris en même temps des mesures pour lever environ 500.000 hommes.

Les événements politiques qui suivirent provoquèrent l'attaque des Tuileries le 10 août 1792.

Le 18 septembre 1792, un décret ordonne la fabrication des pièces de deux sous et de quatre sous, au lieu et place des pièces de 5 sous et de 3 sous, qui avaient été autorisées par décret le 25 août 1792 et frappées par des artistes réunis, de la ville de Lyon et exécutées sans délai...

Dix mois après, le 2 juillet 1793, un décret spécifie que le transport des monnaies de cuivre, qui doivent être distribuées dans les départements, sera fait aux frais du Trésor public.

Le 24 août 1793, un décret concerne la transformation de la valeur monétaire et en fixe les conditions en 11 articles, dont l'article 4 « Ordonne la fabrication de pièces de un décime (soit 10 centimes), cinq centimes et un centime ».

Enfin, le 12 septembre 1793, un dernier décret, en 4 articles, dit :

« Article premier. — Il sera fabriqué en bronze des pièces de cinq décimes, en nombre suffisant, pour satisfaire aux échanges de petites valeurs. »

Cette réforme fut complétée, le 15 août 1795, par une loi relative à la fabrication des monnaies d'or, d'argent et de la petite monnaie, avec unité monétaire du nom de franc, décime et centime.

C'est à cette époque que les affaires de Vendée, d'Italie et d'Allemagne produisirent de nouvelles complications militaires.

Le 4 janvier 1796, un arrêté fut pris pour régler l'emploi de la monnaie de cuivre, dont l'affluence devenait gênante, dans les paiements à faire aux différentes caisses publiques :

« Il ne pourra être admis en paiement de tous les droits et contributions... payables en numéraire que le quarantième en monnaie de cuivre. »

Et la loi du 10 mars 1796 explique les motifs de cette nouvelle situation :

« Article premier. — Ceux qui, par leurs discours et leurs écrits, décrieraient les monnaies métalliques, frappées au coin de la République, seront poursuivis... »

« Art. 2. — Ceux qui refuseront de recevoir en paiement les monnaies métalliques... seront punis... »

Afin d'obvier à cet inconvénient, une nouvelle loi fut édictée, le 24 octobre 1796, qui prescrit les dispositions pour retirer les pièces du métal en bronze, fabriquées en exécution de la loi du 15 août 1795, et ordonne la fabrication d'une nouvelle monnaie de cuivre, jusqu'à concurrence de 40 millions, en pièces de 1 et 5 centimes et d'un décime (soit 10 centimes) dans les proportions suivantes :

1 million en pièces de 1 centime.

4 millions en pièces de 5 centimes.

5 millions en pièces de 1 décime (10 centimes).

En 1797-1798, affaires d'Egypte, d'Italie et d'Allemagne.

Le 17 février 1799, une nouvelle loi ordonne la fabrication d'une monnaie de cuivre, jusqu'à concurrence de 10 millions, dont 5 millions en pièces de 5 centimes.

Mais cette émission ne devait s'effectuer qu'au fur et à mesure de la rentrée dans les caisses publiques de la monnaie de métal de cloches.

Ensuite, le 26 août 1799, une dernière loi ordonne encore la fabrication de 10 millions de monnaie de cuivre, qui était destinée aux fonds du service de l'an VIII. Par contre, l'article 3 dit :

« Les dispositions de la loi du 17 février 1799, qui suspendaient l'émission, sont rapportées. »

Soit donc, en l'espace de trois ans, 30 millions de monnaies de cuivre, frappées pour faire face à des difficultés d'échanges au cours d'événements militaires et politiques, qui révolutionnèrent le monde comme à notre époque.

Gabriel ROGER.

Compagnie Générales des Voitures à Paris

Grâce à des mesures appropriées, prises en temps utile, la Compagnie Générale des Voitures à Paris est parvenue à surmonter les difficultés de toute nature qu'entraîne nécessairement une situation aussi exceptionnelle que celle que nous traversons, et à présenter à ses actionnaires, dans les délais statutaires, le bilan et les comptes de l'année écoulée.

Ce sont, une fois encore, les opérations et les résultats d'un exercice de guerre que nous voyons exposés, malheureusement le troisième dans une époque troublée. Si ces résultats ne sont pas ceux que la Compagnie était en droit d'espérer avant les hostilités, ils demeurent cependant relativement satisfaisants. Comme pour les deux exercices précédents, elle a fait de grands efforts pour surmonter les difficultés de toutes sortes, afin que ses intérêts vitaux n'aient pas eu trop à en souffrir.

Cependant on ne doit pas se dissimuler que ces difficultés vont croissant, dans une mesure qui pourrait, à la longue, devenir inquiétante pour la bonne marche de son double trafic et qu'elles lui commandent une extrême prudence dans sa gestion.

Le dernier trimestre de l'exercice 1916 et le premier de l'année courante ont surtout été marqués par des difficultés de réapprovisionnement, un renchérissement incessant des matières premières,

marchandises et denrées nécessaires aux besoins de son exploitation, et aussi par une pénurie de main-d'œuvre qui, indépendamment des obstacles qu'elle apporte à la marche normale des réparations et de l'entretien, entraîne à sa suite la hausse générale des salaires.

En présence de cette situation, la Compagnie a été amenée, pour maintenir l'équilibre industriel de son exploitation, à envisager certains relèvements de ses tarifs. Elle a, à cet effet, adressé à M. le préfet de la Seine, en septembre 1916, des propositions comportant :

Pour les automobiles, l'application au transport d'une ou deux personnes du tarif autorisé pour trois personnes.

Pour les hippomobiles, la diminution du trajet fixé pour la prise en charge et l'augmentation du prix du kilomètre.

Dans l'esprit de la Compagnie, ces nouveaux tarifs devaient également, par le jeu du pourcentage, assurer à ses conducteurs et cochers une amélioration de leurs conditions de travail. L'autorisation de mettre les nouveaux tarifs en vigueur ne lui a été donnée qu'à la date du 23 janvier 1917.

Or, les circonstances qui avaient motivé sa demande de septembre 1916 se sont très fortement aggravées depuis cette époque. Notamment, l'absence et les huiles de graissage viennent de subir de nouvelles hausses très considérables. La Compagnie, par suite, se trouve dans la nécessité de songer à un relèvement supplémentaire de ses tarifs et, dans ce but, elle a commencé à mettre en service des voitures automobiles avec drapeau blanc.

Les conditions pleines d'imprévu avec lesquelles l'industrie doit compter ne lui permettent pas d'affirmer qu'elle pourra ainsi faire face à toutes les charges qui la menacent ; mais elle va s'efforcer tout d'abord de parer aux difficultés du moment et s'appliquer avec la plus constante attention à les surmonter.

Néanmoins, cette entreprise a pu demeurer en état de continuer pendant l'exercice 1916 sa double exploitation d'une façon satisfaisante. Voici, en effet, les résultats qu'elle a obtenus, comparés à ceux de l'exercice précédent :

	Exercices	
	1915	1916
	(En francs)	
Produits		
Recettes d'exploitation.....	20.956.152 77	25.254.299 39
Locations dans les immeubles.....	16.932 06	18.836 86
Revenu du Portefeuille et de Trésorerie.....	987.719 79	1.195.313 76
	21.960.804 62	26.468.450 01
Charges		
Dépenses d'exploitation.....	18.989.833 80	23.266.187 61
Charges Obligatoires.....	1.451.030 09	1.444.852 29
	20.440.863 89	24.711.039 90
Bénéfices d'exploitation.....	1.519.940 73	1.757.410 11

Les produits de l'exercice 1916 sont en augmentation de 4.507.645 fr. 39 sur ceux de l'exercice 1915. Mais les dépenses ont suivi la même ascension, supérieures de 4.270.176 fr. 01 sur celles du dernier exercice, ce qui fait ressortir les bénéfices d'exploitation à 1.757.410 fr. 11. Au débit de ce compte ont été portées les dépréciations immobilières pour une somme globale de 514.884 fr. 44.

Les bénéfices nets de l'exercice 1916 qui forment la différence apparaissent ainsi à 1.242.525 fr. 67, contre 1.097.945 fr. 51 en 1915. A ces bénéfices nets vient s'ajouter le report de l'exercice précédent, soit 674.221 fr. 62, pour former un ensemble de bénéfices à répartir de 1.916.747 fr. 29, contre

1.765.541 fr. 92 en 1915, dont la répartition figure au tableau ci-dessous de la manière suivante :

Répartition	Exercices	
	1915	1916
	(En francs)	
Amortissement d'actions de capital.....	44.097 30	68.428 10
Dividende de 12 francs par action (9 francs en 1915).....	497.223 "	659.616 "
Dotations à la réserve générale pour amortissements divers.....	400.000 "	250.000 "
Réserve pour avaries et accidents.....	150.000 "	250.000 "
Report à nouveau.....	674.221 62	688.703 19
Sommes égales.....	1.765.541 92	1.916.747 29

Le dividende attribué pour l'exercice 1916 a été porté à 12 francs par action de capital, contre 9 francs pour les exercices 1914 et 1915. Pour 1913, il avait été porté à 11 francs.

Pendant l'exercice écoulé, l'amortissement du matériel hippomobile s'est particulièrement imposé depuis que la traction automobile s'est progressivement substituée à la traction animale dans l'industrie des transports publics individuels. Cet amortissement nécessaire, qui s'est poursuivi parallèlement avec la décroissance de l'exploitation hippomobile, touche maintenant à sa fin, bien qu'il soit maintenu encore en service un nombre de voitures équivalent à celui de l'année précédente.

Il a déjà été dit qu'à la réforme la valeur marchande des voitures apparaissait à peu près nulle.

Ainsi, nous remarquons sur le bilan que cette valeur d'inventaire des voitures hippomobiles figure pour 1 franc, au lieu de 100 francs en 1914 et 600 francs en 1913. La cavalerie, qui comprenait en 1915, 3.279 chevaux, en compte encore en 1916 3.179 ; elle en comptait, au 31 décembre 1913, 7.671.

La valeur d'inventaire du cheval a été ramenée de 300 à 200 francs. Depuis l'année dernière, les harnais, rechanges et divers ne figurent plus au bilan que pour mémoire.

Remarquons encore que la Compagnie touche ici au terme d'une opération d'amortissement qui lui a d'abord été imposée par l'évolution de son industrie, et qui a ensuite été accélérée par les événements de guerre, notamment par la réquisition de la meilleure partie de sa cavalerie.

Si l'on veut se rendre un compte exact des sacrifices que cette opération lui a coûtés, il faut se souvenir que ce matériel, évalué 635.000 francs aujourd'hui, figurait encore à son inventaire, il y a seulement six ans, pour 12 millions. L'amortissement moyen annuel approche donc de 2 millions.

En résumé, l'exercice 1916 a vu se réaliser deux opérations intéressantes qu'il importe de retenir parce qu'elles marquent un tournant avantageux pour la Société. En premier lieu, grâce à un virement avec la réserve obligatoire, elle a pu faire disparaître de ses bilans l'important reliquat des primes et frais de l'emprunt de 1908 qui figurait d'une façon parasitaire à son actif. Elle a, en même temps, à peu près terminé l'amortissement de son matériel hippomobile, qui, nous l'avons dit, il y a seulement six ans, ressortait encore à 12 millions sur ses bilans.

Au moment où s'achève une opération aussi essentielle et qui a coûté de si lourds sacrifices à la Compagnie Générale des Voitures à Paris, qu'il soit permis de jeter un regard en arrière et de la féliciter qu'un tel effort ait pu être fait, qu'un tel résultat ait pu être atteint, sans que l'ensemble de son exploitation en ait ressenti un seul instant le contre-coup, sans qu'elle se soit un seul instant ralentie dans sa marche en avant pour se conserver le rang qu'elle est en droit d'occuper dans l'industrie des transports.

F. MODAU.

INFORMATIONS DIVERSES

FRANCE

Situation hebdomadaire de la BANQUE DE FRANCE

PARIS ET SUCCURSALES	25 oct. 1917	2 nov. 1917
ACTIF		
Encaisse de la Banque :		
en Caisse.....	3.288.975.463	3.290.377.466
à l'Étranger.....	2.037.108.485	2.037.108.485
Or.....	5.326.083.948	5.327.485.954
Argent.....	255.300.503	253.480.658
	5.581.384.451	5.580.966.609
Disponibilité à l'étranger.....	710.583.448	721.773.110
Effets échus hier à recevoir à ce jour.....	1.266.064	8.931.251
Portefeuille Paris { Effets Paris.....	242.536.200	303.915.758
{ Effets du Trésor.....	2.147.509	2.372.918
Portefeuilles des succursales.....	363.976.975	429.998.908
Effets prorogés { Paris.....	514.898.850	513.480.205
{ Succursales.....	640.904.372	640.145.727
Avances sur lingots à Paris.....	12.874.000	12.874.000
Avances sur lingots dans les succursales.....		
Avances sur titres à Paris.....	576.097.736	580.166.504
Avances sur titres dans les succursales.....	545.804.216	544.854.104
Avances à l'État.....	290.000.000	200.000.000
Avances à l'État (Loi de 1914).....	11.150.000.000	12.150.000.000
Avances temporaires au Trésor public	400	400
Bons du Trésor français escomptés pour avances de l'État aux Gouvernements étrangers.....	3.070.000.000	3.090.000.000
Rentes de la Réserve.....	10.000.000	10.000.000
Rentes de la Réserve (ex-banques).....	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles.....	100.075.802	100.075.802
Rentes immobilières.....	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque.....	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales.....	42.240.500	42.240.500
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales.....	20.598.252	21.704.953
Emploi de la réserve spéciale.....	8.407.137	8.407.137
Divers.....	557.069.793	547.246.394
	25.458.056.890	25.616.205.653
PASSIF		
Capital de la Banque.....	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en additions au capital.....	8.450.697	8.450.697
Réserves { Loi du 17 mai 1854.....	10.000.000	10.000.000
{ Ex-banques département. mobilières) Loi du 9 juin 1857.....	2.980.750	2.980.750
{ Réserve immobilière de la Banque.....	9.125.000	9.125.000
{ Réserve spéciale.....	4.000.000	4.000.000
{ Réserve spéciale.....	8.407.444	8.407.444
Billets au porteur en circulation.....	21.705.248.525	22.018.320.785
Arrerages de valeurs déposées.....	39.746.863	36.735.950
Billets à ordre et récépissés.....	2.887.680	3.171.339
Compte courant du Trésor.....	51.566.690	39.255.927
Comptes courants de Paris.....	1.733.951.958	1.516.988.804
Comptes courants dans les succursales.....	1.099.555.111	1.162.078.029
Dividendes à payer.....	4.746.743	4.613.933
Escompte et intérêts divers.....	64.245.170	68.574.895
Récompte du dernier semestre.....	23.177.053	23.177.053
Divers.....	507.447.203	517.825.743
	25.458.056.890	25.616.205.653

Comparaison avec les années précédentes

	6 nov. 1913	30 juillet 1914	4 nov. 1915	2 nov. 1916	2 nov. 1917
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation.....	5.866.1	6.683.2	14.078.5	16.128.3	22.018.3
Encaisse or.....	3.502.1	4.141.3	4.754.7	4.992.0	5.327.5
argent.....	637.7	625.3	302.3	326.1	253.5
Portefeuille.....	1.501.1	2.444.2	2.232.3	1.940.4	1.898.9
Avances aux parties.....	753.4	743.8	566.2	1.413.2	1.233.2
à l'État.....	200.0	200.0	7.300.0	6.800.0	12.350.0
Compt. cour. Trésor.....	264.1	382.6	52.0	180.9	39.3
partic.....	592.0	947.6	2.530.8	1.743.2	1.679.0
Taux d'escompte.....	4 0/0	4 1/2 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0

L'Emprunt National 4 %. — Vendredi dernier, 26 octobre, à l'unanimité, la Chambre des députés et le Sénat ont adopté le projet de loi de l'emprunt déposé par M. Klotz, après toutefois que la Commission des Finances de la Chambre y eut apporté les trois légères modifications suivantes :

A l'article 2, la clause indiquant que les arrérages à échoir le 15 février 1918 du 5 % seraient décomptés au double de leur valeur nominale a été supprimée.

L'article 4 prévoyait que si l'excédent des souscriptions irréductibles dépassait 9 milliards, le

chiffre de l'emprunt, soit 10 milliards, serait augmenté du montant de cet excédent : le chiffre de 9 milliards a été réduit à 8 milliards.

Enfin, à l'article 6, les versements mensuels pour le fonds d'amortissement ont été élevés de 30 à 60 millions et le total maximum de ce fonds a été porté de 180 millions à 300 millions.

L'arrêté fixant les modalités dudit emprunt sera publié demain 3 novembre au *Journal officiel*.

Le privilège de la Banque de France. — Le 26 octobre, après le vote du projet d'emprunt par les deux Chambres, le ministre des finances a signé avec le gouverneur de la Banque de France une convention portant renouvellement du privilège pour vingt-cinq ans.

Cette convention sera soumise à la ratification du Parlement dès que l'exposé des motifs du projet de loi nécessaire sera terminé. Ce document fera connaître les dispositions qui ont été arrêtées dans l'intérêt du commerce et de l'agriculture, dans l'intérêt du Trésor et dans l'intérêt du crédit public.

Suspension de l'émission des obligations de la Défense nationale. — Un décret du ministre des Finances, paru au *Journal officiel* du 30 octobre, a suspendu, à partir du 1^{er} novembre, l'émission des obligations de la Défense nationale.

A titre documentaire signalons qu'il résulte du rapport de la Commission du budget de la Chambre que lors des deux derniers emprunts les bons et obligations de la Défense ont été consolidés dans la proportion de 26,40 % (en 1915) et 24,40 % (en 1916) pour les bons ; 86,90 % et 67,60 % respectivement pour les obligations.

Il est intéressant de mettre en regard de ces précédents le montant des bons et des obligations en circulation au 30 septembre 1917, à la veille de la nouvelle émission de rentes à 4 % ; ce montant est de 21.631.481.900 fr. pour les bons et de 822.412.000 fr. pour les obligations.

Commission supérieure des Caisses d'épargne. — La Commission supérieure des Caisses d'épargne vient de se réunir, au ministère du Travail, en sa session ordinaire de 1917.

Après avoir entendu l'exposé fort clair de M. Dupont, chef de la division de l'épargne, sur la suite donnée aux vœux présentés dans la précédente session, l'assemblée a abordé la question capitale du taux de l'intérêt à allouer aux déposants en 1918. L'intérêt de 3 fr. 75 % servi par la Caisse des dépôts et consignations depuis le 1^{er} janvier 1917 pourra continuer à être bonifié aux Caisses d'épargne en 1918.

La Commission supérieure, dans un sentiment de solidarité patriotique, s'est entretenue de la participation éventuelle des Caisses d'épargne dans la reconstitution des pays envahis et dévastés par la guerre.

Diverses autres questions, notamment celle de l'intervention des Caisses d'épargne dans les opérations du futur emprunt, ont fait l'objet d'intéressantes discussions.

Le crédit hypothécaire maritime. — Nous apprenons que le Conseil de direction du Comité central des Armateurs de France, dans sa dernière séance, a approuvé la démarche faite par le Comité auprès de la Commission de la marine marchande de la Chambre des députés, au sujet du projet de loi tendant à l'approbation d'une convention passée entre l'État et le *Crédit Foncier de France* pour l'organisation du *crédit hypothécaire maritime*. Il s'est unanimement associé aux réserves présentées par la délégation du Comité sur le caractère excessif de certaines formalités et exigences prévues par la convention et dont la loi du 10 juillet 1885 sur l'hypothèque maritime ne fait pas mention.

Rappelons, ainsi que nous l'avons annoncé le 15 juin dernier, que ce projet, portant organisation du *crédit hypothécaire maritime* a été déposé à cette date, par M. Louis Nail, sous-secrétaire d'Etat de la Marine marchande.

Bons de la Défense Nationale. — Tout Français a, dans les circonstances actuelles, le devoir absolu d'économiser et de mettre ses économies au service de la Nation. Les Bons de la Défense Nationale lui en donnent le moyen ; ils n'immobilisent les capitaux engagés que pour peu de temps et rapportent un intérêt très avantageux.

Voici à quel prix on peut les obtenir :

Montant des Bons	Prix net des Bons de la Défense nationale (Intérêt déduit)		
	Somme à payer pour avoir un Bon remboursable dans		
	3 mois	6 mois	1 an
100.....	99 »	97 50	95 »
500.....	495 »	487 50	475 »
1.000.....	990 »	975 »	950 »
10.000.....	9.900 »	9.750 »	9.500 »
50.000.....	49.500 »	48.750 »	47.500 »
100.000.....	99.000 »	97.500 »	95.000 »

On trouve les Bons de la Défense Nationale partout :

Agents du Trésor, percepteurs, bureaux de poste, agents de change, Banque de France et ses succursales, Sociétés de crédit et leurs succursales, dans toutes les banques et chez les notaires.

GRANDE-BRETAGNE

Bilan de la Banque d'Angleterre. — Le bilan de la Banque d'Angleterre, pour la semaine finissant le 24 octobre, s'établit comme suit :

Département d'émission		Liv. sterl.
Billets émis.....		71.854.000
Dette de l'Etat.....		11.015.100
Autres garanties.....		7.434.900
Or monnayé et en lingots.....		53.404.000
		<u>71.854.000</u>
Département de Banque		
Capital social.....		14.552.000
Dépôts publics (y compris les comptes du Trésor, des Caisses d'Epargne, des agents de la Dette nationale, etc.).....		40.055.000
Dépôts divers.....		124.244.000
Traites à sept jours et diverses.....		45.000
Solde en excédent.....		3.115.000
		<u>181.981.000</u>
Garanties en valeurs d'Etat.....		58.966.000
Autres garanties.....		90.635.000
Billets en réserve.....		30.244.000
Or et argent monnayé en réserve.....		2.136.000
		<u>181.981.000</u>

Statistique relative aux divers chapitres du bilan de la Banque d'Angleterre (Milliers de livres sterling)

Dates	Or monnayé et lingots	Circulation	Dépôts	Portefeuille avances et effets publics	Réserve	Rapport de la réserve aux engagements	Taux de l'escompte
6 août 1914	27.622	36.105	68.249	76.393	9.967	20.40	6 %
5 sept. 1914	54.289	40.670	169.459	155.533	32.069	18.98	5 %
12 —	54.235	40.534	163.936	149.927	32.151	19.61	»
19 —	54.724	40.666	169.001	154.607	32.408	19.17	»
26 —	55.096	41.179	165.988	151.783	32.365	19.50	»
3 oct. —	55.727	41.828	171.257	157.107	32.349	18.88	»
10 —	55.489	41.679	161.811	147.216	32.260	19.93	»
17 —	56.035	41.639	174.801	159.591	32.846	18.78	»
24 —	55.540	41.610	164.299	149.601	32.380	19.76	»

Les recettes du Trésor anglais. — Les chiffres officiels des recettes et des dépenses du Trésor britannique, pour le premier semestre de l'année financière courante, viennent d'être publiés. Les recettes — comprenant le rendement des impôts et des revenus des administrations publiques, mais non les recettes provenant de la vente des bons du Trésor ni autres emprunts — se sont élevées à 255.222.040 livres sterling, contre 168.922.899 pour la même période de l'année précédente, soit donc une augmentation de 91.299.141 livres, qui se décompose ainsi :

	Semestre légal du 1 ^{er} avril au 30 septembre		Différences en 1917
	1916	1917	
	(En milliers de liv. st.)		
Droits de Douane.....	32.113	34.652	+ 2.539
Droits de Régie.....	24.920	17.590	- 7.330
Droits domaniaux.....	15.178	15.051	- 127
Timbres.....	3.475	3.391	- 84
Impôts fonciers.....	40	60	+ 20
Droits de maison.....	280	270	- 10
Impôts sur le revenu et la propriété.....	34.805	50.517	+ 15.712
Impôts sur les bénéfices exceptionnels de guerre.....	31.385	87.334	+ 55.949
Droits sur la valeur territoriale.....	111	227	+ 116
Service postal.....	11.300	11.350	+ 50
Service télégraphique.....	1.600	1.650	+ 50
Service téléphonique.....	3.100	3.100	»
Service de la Couronne.....	240	220	- 20
Revenus des actions du Canal de Suez et de divers emprunts.....	2.381	1.380	- 1.001
Divers.....	2.995	28.430	+ 25.535
Total.....	168.928	255.222	+ 91.299

Cette augmentation des recettes est très satisfaisante, surtout si l'on considère que le chancelier de l'Echiquier n'avait prévu qu'une plus-value de 65 millions de livres pour l'année entière. Mais il faut cependant noter que cette majoration est due pour plus de la moitié, 55.949.000 livres, à l'impôt sur les bénéfices exceptionnels de guerre, qui est une taxe provisoire pour la durée des hostilités, tandis qu'une autre majoration de 25 millions 435.238 livres vient du poste « Divers » et consiste probablement en revenu d'une nature précaire. L'augmentation de 15.712.000 livres dans le rendement des impôts sur le revenu et la propriété résulte peut-être du système de recouvrement pendant les six mois envisagés.

En ce qui concerne les autres recettes, non comprises dans le tableau précédent, les ventes de bons du Trésor se sont élevées à 1.157.087.000 livres, contre 1.092.626.000 pendant la même période de 1916. Les bons du Trésor remboursés se sont chiffrés par 672.158.000 livres. Une catégorie de bons de l'Echiquier à 5 % a produit 82.110.000 livres, et les certificats d'épargne de guerre, 18.050.000 livres.

Les dépenses, en regard des recettes, ont été de 1.328.052.389 livres, contre 904.801.729 livres pour les six mois de 1916. Les services d'approvisionnement ont nécessité 1.243.760.538 livres et l'intérêt pour la dette de guerre 70.642.465 livres, contre 56.668.507. Au total général les dépenses se sont élevées à 2.577.364.832 livres, desquelles 2.316.411.879 livres ont été obtenues par souscription. Enfin, la balance du Trésor s'établit à 21 millions 704.946 livres, contre 26.648.282 livres l'année dernière.

Nouveaux crédits de guerre britanniques. — Le 30 octobre, M. Bonar Law, chancelier de l'Echiquier, a demandé à la Chambre des Communes de voter des nouveaux crédits pour une somme de 400 millions de livres, 10 milliards de francs. Cette somme ne devant permettre au gouvernement d'assurer les dépenses de guerre que jusqu'aux environs de la fin de l'année, un autre vote de crédits devra avoir lieu avant la clôture de la session parlementaire d'automne. L'exercice financier ne finit que le 31 mars, mais il est évident déjà que les neuf premiers mois auront absorbé des crédits votés pour une somme de £ 1.900.000.000, 47 milliards 500 millions de francs, contre £ 2.010.000.000, 52.750 millions de francs, pour la totalité de l'exercice 1916-1917. Les crédits votés pour 1917-1918 sont les suivants :

12 février 1917.....	8.750 millions de francs
9 mai.....	12.500 —
24 juillet.....	16.250 —
30 octobre.....	10.000 —
Total (à ce jour).....	47.500 —

Les crédits votés depuis le commencement de la guerre atteindront aujourd'hui le chiffre phénoménal de £ 5.692.000.000, 142 milliards 300 millions de francs. Leur progression est la suivante :

1914-15 (huit mois).....	9.050 millions de francs
1915-16.....	35.500 —
1916-17.....	50.250 —
1917-18 (à ce jour).....	47.500 —
Total.....	142.300 —

Un autre vote sera nécessaire pour faire face aux frais de la guerre, depuis les vacances de Noël jusqu'à la reprise de la session parlementaire en février.

Rappelons que quand le premier vote de crédit fut demandé, la Chambre s'inquiéta du surcroît de dépenses sur les évaluations budgétaires. M. Bonar Law s'en inquiéta aussi, mais les explications données démontrèrent qu'il n'y avait aucune raison de prévoir que l'augmentation pendant cette période représentait ce qu'elle serait pendant toute l'année.

Dans les périodes suivantes, l'excédent des dépenses sur les évaluations fut de 25 millions par jour au lieu de 50 millions dans la première période, et pendant la période actuelle de soixante-dix jours, les dépenses sont évaluées à 160.350.000 francs, soit un excédent de 25 millions sur les évaluations budgétaires.

Pendant la période allant du commencement de l'année financière au 29 septembre, la moyenne des dépenses quotidiennes fut de 166.200.000 francs, représentant exactement une augmentation de 30 millions 675.000 francs.

En ce qui concerne les avances, le ministre a rappelé qu'il avait déclaré qu'il était complètement impossible de faire aucune déclaration exacte relativement au montant des avances à faire aux alliés et aux dominions.

A l'époque où il fit cette déclaration les Etats-Unis venaient juste d'entrer en guerre, et on ne pouvait pas prévoir dans quelle proportion cet événement soulagerait financièrement l'Angleterre et les alliés.

Il est heureux de pouvoir saisir cette occasion de dire combien, non seulement le gouvernement britannique, mais tous les gouvernements alliés, apprécient la façon très généreuse dont les Etats-Unis sont venus à leur aide en fournissant des fonds pour des achats dans leur pays.

Ce n'est pas un secret que, jusqu'au moment où l'Amérique entra en guerre, le système financier pour nos achats aux Etats-Unis et la question du

change étaient des problèmes, non seulement graves, mais absolument insolubles.

Un milliard huit cent soixante-deux millions et demi de francs ont été dépensés en matériel brut et en aliments, mais cette somme est recouvrable. Six cents millions ont été avancés aux dominions pour approvisionner et payer les troupes dans ces pays. Un total de quatre milliards quatre cent soixante-quinze millions sur les dépenses sera recouvrable, de sorte que le véritable surcroît de dépenses sur les évaluations budgétaires sera seulement de cinq millions neuf cent soixante-quinze mille francs par jour.

Il a été décidé qu'un budget provisoire ne serait pas dans l'intérêt du pays.

M. Bonar Law a dit ensuite que la situation dans la seconde partie de l'année ne sera pas aussi favorable que dans la première partie en ce qui concerne la moyenne des dépenses quotidiennes, et il a donné pour cela les raisons suivantes : subsides pour la diminution du prix du pain ; augmentation de la solde des soldats et marins qui représentent pour la seconde partie de l'année financière une dépense d'un milliard à un milliard deux cent cinquante millions ; augmentation du nombre des soldats servant à l'étranger ; avance des troupes britanniques en France.

M. Bonar Law déclare ensuite que l'augmentation nette de la dette nationale causée par la guerre est de 75 milliards, et il fait observer que, jusqu'à présent, le gouvernement allemand a fait voter des crédits s'élevant à 117 milliards 500 millions, non compris les avances faites à ses alliés.

L'orateur dit qu'il déclara précédemment que, si la pression financière ne pouvait pas être supportée indéfiniment, ce ne serait pas le manque d'argent qui nous empêcherait de remporter la victoire. Les chiffres qu'il vient de donner montrent que son opinion était juste.

Il ne se dissimule pas que la nature du fardeau financier que nous aurons à supporter dépendra largement du caractère de la paix que nous pourrions obtenir. Si la guerre se termine comme nous le voulons il ne doute pas que le fardeau financier pourra être supporté.

En terminant, M. Bonar Law dit que le rapport du comité de dépenses nationales a été soumis à la trésorerie, dont les propositions relatives à ce rapport seront présentées à la Chambre avant la fin de la session.

Cette demande de crédits a été votée à l'unanimité.

RUSSIE

Les dépenses de la Russie pendant la guerre. — Le total des dépenses de la Russie pour les trois premières années de guerre se monte à 37.841 millions de roubles qui se répartissent ainsi :

Ministères	2 ^e semestre		1 ^{er} semestre	
	1914	1915	1916	1917
	(En millions de roubles)			
Guerre.....	2.208.3	7.486.7	11.395.5	7.666.1
Marine.....	83.3	406	804.9	563.9
Intérieur.....	200.5	832.9	1.526	1.409
Voies de communication.....	36.7	388	1.050.3	669.4
Autres ministères.....	17.2	261.3	489.7	344.9
Totaux.....	2.546	9.374.9	15.267	10.841.2

Ce qui saute aux yeux, c'est surtout l'augmentation brusque des dépenses pour le premier semestre de 1917, cela pour une grande partie à la suite de l'élévation des soldes, des allocations... et du nombre des comités et commissions de tout genre.

Bilan de la Banque de l'Etat de Russie. — Le dernier bilan de la Banque de l'Etat de Russie, arrêté au 8/21 octobre 1917, se compare ainsi avec le précédent :

	1/14 octobre 1917	8/21 octobre 1917	Comparaizon
Actif : (Millions de roubles)			
Or (lingots, monnaies et bons de l'administr. des Mines)...	1.296	1.296	"
Or à l'étranger.....	2.309	2.309	"
Billon d'argent et de cuivre...	155	167	+ 12
Effets escomptés.....	379	409	+ 30
Bons du Trésor à court terme	14.098	14.479	+381
Crédit pour achats de marchandises pour les besoins de l'Etat.....	1.069	1.244	+175
Prêts sur titres.....	1.601	1.486	-115
— sur marchandises.....	60	64	+ 4
— aux institutions de crédit populaire.....	80	84	+ 4
— agricoles.....	19	19	—
— industriels.....	10	10	"
— aux Monts de Piété.....	21	21	"
Effets protestés.....	1	1	"
Titres appartenant à la Banque	193	182	- 11
Compte Emprunt de la Liberté.	"	"	"
Divers.....	202	204	+ 2
Solde du compte des succurs..	932	1.349	+417
Total.....	22.425	23.324	+ 899
Passif			
Billets de banque émis, sauf ceux en caisse de la Banque (1)	17.290	17.858	+568
Capital.....	55	55	"
Dépôts.....	30	29	- 1
Comptes courants du Trésor..	210	224	+ 14
— spéciaux et consignations.....	692	705	+ 13
— courants des particul.	2.510	2.491	- 19
Mandats non acquittés.....	77	99	+ 22
Intérêts sur les opérations de l'exercice.....	815	859	+ 44
Sommes transitoires et divers.	746	1.004	+258
Total.....	22.425	23.324	+ 899

(1) Les billets en caisse s'élevaient, au 1/14 octobre à 116.921.000 roubles, et au 8/21 octobre, à 103.098.000 roubles.

Les coupons et les titres russes détériorés. — L'agence du ministère des Finances de Russie communique la note suivante :

« Pour donner des facilités aux propriétaires des titres émis ou garantis par l'Etat russe, le ministre des Finances de Russie chargea, à Paris, le comité de revision des coupons et titres russes détériorés d'examiner leurs cas et d'en informer, s'il y a lieu, à Petrograd, la commission d'amortissement. Les propriétaires des titres détériorés doivent s'adresser aux banques françaises chargées du service financier des titres de l'emprunt dont ils sont détenteurs qui leur donneront les renseignements nécessaires sur la voie à suivre. »

ETATS-UNIS

Le succès de l'emprunt de la Liberté américain. — Le second emprunt de la Liberté a été largement souscrit. On estime que le total des souscriptions excède cinq milliards de dollars, ce qui dépasse toutes les espérances.

M. Mac Adoo, ministre des Finances, a déclaré hier soir que l'emprunt est un succès éclatant. Il

lui est impossible de dire dès maintenant de combien les trois milliards demandés ont été dépassés ; car tous les rapports ne sont pas encore parvenus. Il faudra encore probablement plusieurs jours avant que les chiffres définitifs puissent être définitivement publiés.

M. Mac Adoo a ajouté : « Dans son patriotisme, le peuple américain, hommes et femmes, a répondu noblement et généreusement à l'appel du gouvernement ; au défi porté par l'empereur allemand, le libre peuple américain a répondu en termes non équivoques. Les souscripteurs ont été si nombreux le dernier jour de souscription que les lignes télégraphiques ont été encombrées dans tout le pays. Tous les employés de banque ont été obligés de travailler fébrilement jusqu'après minuit. Les statisticiens du gouvernement ne pouvaient pas faire face à l'avalanche de souscriptions arrivant au cours des derniers jours. L'enthousiasme de la marine et de l'armée s'est traduit par des souscriptions estimées à 75 millions de dollars pour l'armée et à 6 millions pour la marine. »

Tous les journaux consacrent de longs articles au grand succès de l'emprunt et déclarent que ce succès montre la manière décidée dont le peuple américain s'est lancé dans la guerre contre l'autocratie prussienne.

L'aide navale des Etats-Unis à la France. — Un magnifique résultat vient d'être acquis grâce aux négociations poursuivies en Amérique par M. André Tardieu, haut commissaire français. Les chantiers de construction navale en France qui n'avaient pu, faute de matières premières, achever les bâtiments en cours d'exécution en août 1914, seront à même, à partir du mois prochain, de reprendre leurs travaux. Très prochainement, en effet, commenceront à arriver en France les tôles d'acier indispensables à nos chantiers.

Les négociations dont il a été question, on s'en souvient, à la tribune de la Chambre, l'été dernier, ont commencé au mois d'août, c'est-à-dire aussitôt que M. André Tardieu fut informé par le gouvernement français des besoins exacts des constructeurs. Au début du mois de septembre, malgré l'encombrement du marché, tous les ordres étaient placés et en octobre les premières expéditions ont pu commencer. Nous avons ainsi l'assurance de voir notre flotte s'augmenter à bref délai d'environ 100.000 tonnes qui s'ajouteront à celles résultant du premier concours que nous ont assuré la semaine dernière les Américains, en mettant à notre disposition 90.000 tonnes de bateaux. Le gouvernement américain et l'industrie américaine ont, en cette occasion multiplié les efforts pour répondre rapidement à la demande du haut commissaire français.

Appel aux fermiers américains. — Le *Bulletin officiel* américain publie une déclaration de M. Hoover, contrôleur des vivres, qui sera distribuée à tous les fermiers en Amérique. Voici les passages essentiels de cette déclaration :

« La victoire dans la guerre avec l'Allemagne, dit M. Hoover, dépendra plus du ravitaillement que des soldats. La victoire est entre les mains des agriculteurs et des éleveurs américains, car ceux qui pourront résister le plus longtemps l'emporteront en fin de compte et les Alliés comptent principalement aujourd'hui sur le concours de l'Amérique pour ravitailler leurs armées qui luttent en Europe pour la cause de la justice et de la liberté. »

« Si donc nous pouvons faire des économies dans notre consommation en même temps qu'augmenter notre production de manière à assurer des envois abondants de vivres à nos alliés et ensuite utiliser au mieux le tonnage disponible, nous contribuerons autant à surmonter la menace sous-marine que notre marine de guerre et nos troupes.

« Le fermier américain, qui travaille jour et nuit, et le consommateur, qui se prive de ce qui n'est pas indispensable, emploient la meilleure arme contre l'Allemagne. »

Il convient de remarquer que le peuple américain se montre docile aux suggestions de M. Hoover et qu'il consent volontairement de grands sacrifices pour économiser les vivres. Les grands hôtels de New-York, de Chicago, de Philadelphie, de Washington et d'autres grandes villes ont supprimé la viande tous les mardis et le pain de froment tous les mercredis. Ce régime est accepté sans protestation par la population. Dans de nombreuses familles, on s'impose les mêmes restrictions.

Le manque de wagons aux Etats-Unis. — Au moment où les réseaux de chemins de fer des Etats-Unis ont eu à faire face au plus fort trafic qu'ils aient jamais enregistré, la moitié d'entre eux possédaient en 1916 un matériel inférieur en nombre à celui qu'ils avaient en 1910. Ce fait caractérise, dit un rapport du Bureau of Railway News and Statistics, l'état de langueur dont sont frappés les réseaux depuis 1907.

De 1908 à 1915, la construction de nouveaux wagons à marchandises a juste été suffisante pour compenser l'usure des vieux wagons. De 1907 à 1915, la population a augmenté de 13.000.000, les charges d'intérêt des capitaux placés dans les chemins de fer se sont accrues de 46 % et les impôts de 73 %. Dans cette même période, le produit net, déduction faite des impôts, a diminué de 4 %. Néanmoins, le produit moyen par tonne-mille a été abaissé graduellement de 7.59 à 7.32 m. C'est par suite de toutes ces conditions défavorables que les chemins de fer des Etats-Unis se sont trouvés en 1916 à court de matériel en présence d'un énorme trafic.

Si le trafic voyageurs ne fut pas excessif, le trafic marchandises, par contre, s'éleva à 342 billions de tonnes-milles, dépassant de 41 billions celui de 1913, qui détenait jusque-là le record. Ces marchandises ont été transportées au produit moyen de 7.14 m. par tonne-mille, taux le plus bas qui ait été enregistré.

Cependant, si la crise des transports a atteint à un certain moment un degré d'acuité jusque-là inconnu, il faut reconnaître que les conditions se sont bien améliorées. On sait que, pour empêcher l'immobilisation des wagons et activer leur rotation, on avait dû relever les frais de stationnement de 45 à 75 cents par jour. Or, devant l'amélioration constatée dans la circulation du matériel, ces frais viennent d'être ramenés à 60 cents, et on envisage une nouvelle réduction pour la fin de septembre.

Le manque de wagons, qui se chiffraient à 130.082 à la fin de février dernier, avait atteint 144.797 fin mars et 148.627 à fin avril. Mais, à cette date, tous les chemins de fer passèrent sous le contrôle du Comité Spécial de l'American Railway Association, qui devait les exploiter comme un réseau unique. Les résultats du nouveau régime étaient déjà notables à la fin de mai, le nombre de wagons manquants ne s'élevant plus qu'à 105.127.

Le dernier rapport publié à ce sujet par le Railroads War Board (Comité de guerre des chemins de fer) montre que les chemins de fer des Etats-Unis, en coordonnant leurs efforts pour assurer au trafic-marchandises du pays le meilleur service possible, ont obtenu une amélioration notable. Le nombre de wagons non fournis était tombé à 77.682 au 1^{er} juillet dernier, et 33.776 au 1^{er} août. Ce résultat a été acquis à un moment où les chemins de fer ont eu à assurer avec le même nombre de wagons un trafic-marchandises de 15 à 20 % plus élevé que celui de juillet 1916. Le transport des fournitures de cantonnements exigea à lui seul le service continu de 30.000 wagons. Il y eut, d'autre

part, d'énormes transports de provisions alimentaires et de matières pour les fabriques de munitions.

ALLEMAGNE

Banque Impériale d'Allemagne. — Le bilan de la Banque Impériale d'Allemagne, au 23 octobre 1917, accuse, sur celui du 15 octobre 1917, les variations suivantes :

	15 octob. 1917	23 octob. 1917	Compar.
(En millions de marks)			
Encaisse or.....	2.404	2.405	+ 1
— argent.....	103	109	+ 6
Billets de l'Empire et bons des Caisses de prêts.....	1.002	992	- 10
Portefeuille d'es-compte.....	12.005	11.543	- 462
Avances.....	13	10	- 3
Portefeuille titres....	139	112	- 27
Circulation.....	10.296	10.139	- 157
Dépôts.....	5.943	5.735	- 208

Statistique relative aux divers chapitres du bilan de la Banque Impériale d'Allemagne (Millions de marks).

Dates	Encaisse		Billets de l'Empire (1)	Circulation	Comptes courants et dépôts	Portefeuille	Avances	Taux de l'escompte
	Or	Argent						
31 juil. 1914	1.253	275	33	2.909	1.258	2.081	202	5 % (31 juil.)
7 août 1917	1.478	118	97	3.897	1.879	3.737	226	6 (3 août)
31 août 1917	2.403	96	671	9.337	5.891	11.365	10	5
7 sept. 1917	2.404	101	707	9.433	5.515	11.000	9	"
15 —	2.404	105	714	9.475	5.504	10.997	10	"
22 —	2.404	108	764	9.604	5.972	11.266	9	"
30 —	2.404	102	987	10.205	9.541	15.633	9	"
6 oct. 1917	2.404	103	1.019	10.367	6.020	12.058	9	"
15 —	2.404	103	1.002	10.296	5.943	12.005	13	"
23 —	2.405	109	992	10.139	5.735	11.543	10	"

(1) Depuis le 7 août 1914, les bons des Caisses de prêts (Darlehenskassenscheine) sont compris au bilan avec les billets de l'Empire (Reichskassenscheine).

La situation alimentaire en Allemagne. — L'Office impérial de l'alimentation vient de donner quelques éclaircissements à la presse berlinoise sur les ressources de l'Allemagne en poisson, en sucre, en lait et en fruits :

« La pêche est incapable de fournir les quantités de poisson dont l'Allemagne a besoin. Les pêcheurs ne disposent plus que d'un très petit nombre de chalutiers, la plupart ayant été réquisitionnés par la marine de guerre.

« En outre, ils ne peuvent guère sortir des eaux territoriales, et les régions où les pêches sont fructueuses leur sont interdites. L'importation de poisson, qui avait donné d'importants contingents dans les années précédentes, est, cette fois-ci, à la suite de la pression de l'ennemi sur les neutres, presque complètement supprimée.

« D'autre part, étant données les difficultés de transport et l'irrégularité des arrivages, on ne peut procéder au rationnement du poisson comme avant.

« En ce qui concerne le sucre, la surface cultivée en betteraves a été, cette année, légèrement inférieure à celle de l'année précédente, mais le rendement est meilleur. On espère, sans toutefois en être sûr, pouvoir maintenir la ration à 800 grammes par mois.

« On n'est pas sûr de maintenir complètement la ration de beurre actuelle. On tâchera d'y suppléer grâce à la margarine.

« L'approvisionnement en lait, à la suite de la mauvaise récolte de fourrages, donne de très grandes inquiétudes.

« On procédera pour la première fois à un rationnement uniforme dans toutes les parties de l'Empire. Le rationnement s'étendra même aux producteurs et l'on pense étendre aux campagnes et aux petites villes le régime de la carte de lait.

« En ce qui concerne les fruits, la récolte a été très mauvaise en beaucoup de régions et très insuffisante dans l'ensemble de l'Allemagne. »

Voici, d'autre part, d'après le *Daily Graphic*, des chiffres qui résulteraient d'une enquête spéciale ordonnée par le chancelier allemand au sujet du rendement de la récolte de 1917. On estime cette récolte inférieure de 40 % à la normale pour le blé et de 45 % pour le seigle, l'avoine et l'orge. Sur cette base, la récolte totale du blé et du seigle se monte à 7.500.000 tonnes, contre 13 millions de tonnes pour 1915 et 15.300.000 pour une année normale : la récolte de l'avoine et de l'orge est de 7.630.000 tonnes, tandis qu'elle était de 8.470.000 tonnes en 1915 et de 11.850.000 en temps normal.

Les négociations germano-autro-hongroises. — Le journal économique des Puissances Centrales publie d'intéressants détails sur les négociations économiques qui se poursuivent actuellement entre l'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie. Le siège des négociations a été transporté récemment de Budapest à Vienne. On a renoncé à l'idée d'une union douanière et l'on a préféré s'en tenir à un système de tarif préférentiel.

On a discuté aussi la possibilité d'établir un tarif douanier commun, tout en laissant aux différents Etats alliés la faculté de régler à leur guise les tarifs relatifs à certains articles.

Enfin l'on a reconnu désirable une extension très importante de la liste des articles admis en franchise dans les trois pays alliés.

Les négociateurs vont bientôt se transporter à Berlin. Ils espèrent achever leur tâche dans la première moitié de novembre.

Ajoutons qu'à la commission financière de la Chambre des Magyars, le président du conseil Wekerlé a déclaré :

« En ce qui concerne le compromis avec l'Autriche, celui-ci a été fixé par mon prédécesseur avec le gouvernement autrichien à une durée de vingt ans. Ce compromis n'a pas encore été mis en vigueur, non en raison de l'instabilité de la situation, mais pour des raisons techniques. Le gouvernement projette une mesure provisoire. Des négociations sont également en cours avec l'Allemagne au sujet d'un tarif douanier uniforme. Ces négociations ne sont pas encore terminées. »

Nouveau recensement en Allemagne. — Le Conseil fédéral vient d'ordonner que le 5 décembre il serait procédé à un nouveau recensement de toute la population allemande. Ce recensement est indispensable à l'office impérial de l'alimentation pour répartir équitablement les vivres dans l'Empire.

Le recensement du 1^{er} décembre 1916 a en effet fourni des chiffres que l'on estime inexacts.

AUTRICHE-HONGRIE

Une commission hongroise du vêtement. — Le *Journal officiel* de Budapest publie une ordonnance gouvernementale sur la création d'une commission d'habillement. Cette commission aura à s'occuper du ravitaillement de la population du pays en articles d'habillement. Le ministre du commerce est autorisé à confisquer et à réquisitionner par l'entremise de cette commission tous les effets d'habillements neufs ou usagés.

La circulation fiduciaire en Autriche. — On mande de Vienne que la prochaine publication du bilan de la Banque austro-hongroise, suspendue depuis le début de la guerre, fera ressortir une circulation fiduciaire de 15.600.000.000 de couronnes contre 2.130.000.000 au début des hostilités.

Encore, on avise de Vienne que lorsque la *Banque austro-hongroise* reprendra la publication de ses bilans hebdomadaires, l'encaisse figurera en un seul poste et non comme avant la guerre sous les trois rubriques or, argent et billon.

Ajoutons que la Chambre autrichienne a finalement adopté le budget provisoire pour une période de 4 mois allant jusqu'au 28 février 1918.

La Chambre a adopté au scrutin nominal, par 224 voix contre 170, un nouveau crédit de neuf milliards. Le gouvernement a été autorisé à employer cent millions à l'amélioration des traitements des employés des chemins de fer de l'Etat.

Le septième emprunt de guerre autrichien. — M. Wekerlé a annoncé aux directeurs des banques que le septième emprunt de guerre sera émis au début de novembre. L'emprunt comprendra l'émission de rente 6 et 5,50 % non amortissable.

D'après des informations viennoises de source privée, le prochain emprunt autrichien sera du type 5 1/2 %, émis en obligations amortissables en 40 ans, et l'émission se fera probablement avant la fin de ce mois. Il sera également émis des Bons du Trésor 5 1/2 %, à 9 ans.

En outre, on mande de Budapest qu'au cours du débat sur les indemnités, M. Wekerlé, président du Conseil, prit la parole pour se prononcer à propos des remarques que l'on a faites, à savoir que le public pourrait hésiter à souscrire à l'emprunt en présence de la hausse constante des actions de certaines Sociétés. M. Wekerlé a dit que ces remarques ne pouvaient être fondées et que l'emprunt de guerre sera toujours préféré aux actions de Sociétés à cause de sa sécurité incontestable. « Dans tous les pays, a-t-il dit, il y a des difficultés économiques. J'ose cependant prétendre, lorsque je compare notre situation économique avec celle d'autres Etats, que non seulement nous tiendrons tête, mais que nous pourrions soutenir avantageusement la comparaison. Nous nous trouvons dans une situation relativement bonne. Avec une augmentation éventuelle des contributions, toutes garanties existent pour que nous venions à bout de toutes les difficultés financières. »

M. Wekerlé a fait allusion aussi aux excès de la spéculation en Bourse. Il a dit qu'on arriverait à enrayer celle-ci par la création d'agents compétents, par des commissions qui établiraient les cours et par des mesures bancaires pour limiter les opérations en report. Ce ne sont pas des mesures législatives qui apporteront le remède à cette situation. En ce qui concerne la restriction des dividendes, M. Wekerlé croit que cette disposition aiderait à modérer la spéculation qui se fait, surtout sur les titres à petit rendement donnant le plus d'espérances d'avenir. Le ministre a terminé en disant qu'il fallait soutenir l'effort des banques tendant à renforcer leurs moyens pour réussir dans la concurrence internationale.

HOLLANDE

Le conflit anglo-hollandais. — Le différent entre la Hollande et l'Allemagne au sujet de l'importation en Belgique de sable et de gravier destinés à des travaux militaires allemands s'accroît.

La presse hollandaise commente assez vivement la singulière attitude du gouvernement hollandais en cette occasion. Le journal catholique *Tijd* indique que le gouvernement britannique pourrait bien se trouver, au point de vue de la discussion, dans une position beaucoup plus avantageuse qu'on ne veut bien le dire à la Haye. Le journal populaire *Het Volk* fait observer :

« Notre gouvernement, qui fait la sourde oreille aux arguments britanniques, souscrit sans hésiter aux arguments allemands. Il fait semblant de croire que l'augmentation des transports de graviers de 75.000 à 5.200.000 tonnes serait nécessitée par la

réfection des routes en Belgique. Mais que le gouvernement se rende compte que, sans bonne volonté des deux côtés, un accord avec l'Angleterre restera une impossibilité. »

Et pendant ce temps un accord entre l'Allemagne et la Hollande est entré en vigueur. C'est tout dire où vont les sympathies néerlandaises. La clause principale de cet accord est celle-ci : l'Allemagne garantit à la Hollande une quantité de charbon allemand et belge ainsi que du fer et de l'acier, suivant ses besoins essentiels ; par contre, la Hollande s'engage à livrer à l'Allemagne certaines denrées alimentaires, notamment du fromage. D'autre part, un consortium de banques allemandes obtient un crédit à long terme destiné à faire face au bilan de ses paiements à effectuer.

TURQUIE

Finances ottomanes. — Une nouvelle émission de 50 millions de livres turques, en bons ottomans, vient d'être effectuée en Turquie. Elle est garantie par le dépôt dans les caisses du Trésor ottoman d'un montant équivalent de bons allemands. Voici, d'après des chiffres publiés par la presse allemande, quel serait le montant des émissions turques de cette nature, réalisées jusqu'à ce jour :

	Livres turques
Première émission.....	5.661.000
Deuxième —	7.802.000
Troisième —	11.700.000
Quatrième —	27.777.940
Cinquième —	32.000.000
Total.....	84.940.940

La première de celles-ci est remboursable en or à Constantinople, six mois après la conclusion de la paix et est publiquement garantie par un dépôt d'or en Allemagne de 3.552.000 livres turques et un autre de 2.109.000 livres turques en Autriche.

La seconde et la troisième émissions sont remboursables en or à Constantinople un an après la paix et sont couvertes par des bons de l'Echiquier allemands.

La quatrième est aussi remboursable en or de 3 à 7 ans après la fin de la guerre et garantie par des bons allemands déposés à Constantinople. De cette émission, 5 millions de livres turques ont été prêtés au gouvernement allemand. Enfin la cinquième émission, toujours remboursable en or de 8 à 11 ans après la signature de la paix, est aussi couverte par des bons allemands.

D'après les renseignements de la Commission de la Dette nationale turque, depuis le commencement de l'année fiscale courante, le total des recettes a atteint 3.416.455 livres turques en augmentation de 1.243.310 livres turques par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

BRÉSIL

Proclamation de l'état de guerre avec l'Allemagne. — La Chambre des députés du Brésil a ratifié par 142 voix contre 1 l'existence de l'état de guerre entre le Brésil et l'Allemagne, et le Sénat a approuvé la même résolution à l'unanimité. Le président de la République a ensuite sanctionné la proclamation de l'état de guerre.

Le message du président Wenceslao Braz, qui a provoqué cette résolution, dit :

« Il est impossible de se tromper sur la situation ou de s'abstenir de constater dès maintenant l'état de guerre que l'Allemagne nous impose.

« La prudence avec laquelle nous avons agi, loin de l'exclure, nous donne au contraire l'autorité nécessaire pour accepter les faits comme ils sont et pour conseiller des représailles de franche bellégerance.

« Si le Congrès est d'accord avec le gouverne-

ment, celui-ci fera occuper le navire de guerre allemand ancré dans le port de Bahia, arrêtera l'équipage et décrètera l'internement militaire des équipages des navires marchands que nous utilisons.

« L'heure semble avoir sonné de caractériser légalement la position défensive que nous ont imposée les événements, de fortifier la résistance nationale et de compléter l'évolution de notre politique extérieure en la plaçant à la hauteur des agressions dont pourrait souffrir le Brésil. »

Le décret présidentiel proclamant l'état de guerre est ainsi conçu :

« Je fais savoir que le Congrès national a décrété et que je sanctionne la résolution suivante :

« Article unique. — Est reconnu et proclamé l'état de guerre créé par l'empire allemand contre le Brésil.

« Le président de la République est autorisé à adopter les mesures exposées dans son message du 25 octobre courant et à prendre toutes dispositions qu'il jugera nécessaires pour assurer la défense nationale et la sécurité du pays en ouvrant les crédits requis ou en réalisant les opérations de crédit qu'il conviendra d'effectuer à cette fin. »

Cette énergique décision a été accueillie avec enthousiasme par toute la presse et le peuple brésiliens. Le *Journal do Comercio* traduit l'opinion générale en ces termes :

« Le Brésil n'a pas cherché la guerre, il ne l'a pas voulue. L'Allemagne nous entraîne dans le tourbillon ; nous marcherons avec la sérénité de ceux pour qui l'honneur passe avant tout. »

La proclamation de l'état de guerre, en précisant la situation et en mettant fin à l'état d'indécision de ces temps derniers, a produit un grand soulagement dans tout le Brésil.

Rappelons que la saisie des navires allemands avait été ordonnée le 2 juin dernier par décret du président Wenceslao Braz.

Revue Commerciale

La taxation du blé et des légumineuses. — Le Conseil des ministres a décidé de porter à 60 francs le prix d'achat du blé de la récolte de 1918. Mais il a confirmé, en même temps, en ce qui concerne la récolte de 1917, les dispositions du décret du 13 juillet 1917 ; le prix auquel peut être vendue cette récolte reste donc fixé à 50 francs.

Une note officieuse précise que ce prix ne sera pas modifié jusqu'à la fin de la campagne et elle ajoute qu'« à cette date, d'ailleurs, l'intégralité de la récolte de 1917 aura été soit vendue, soit réquisitionnée. »

Nous ne pouvons que féliciter nos gouvernants d'avoir, au moment des semailles d'automne, fait connaître aux agriculteurs français à quel prix il leur sera possible de vendre leur récolte et de leur avoir ainsi fait ressortir l'avantage qu'ils auront à intensifier leur production, aussi bien dans leur propre intérêt que dans celui de la nation tout entière.

Les prix des pommes de terre et des haricots avaient été fixés par arrêté du 15 septembre pour deux mois, c'est-à-dire jusqu'au 15 novembre. Un nouvel arrêté, qui sera appliqué dès le 1^{er} novembre, réglemente les nouveaux tarifs.

Cet arrêté sera affiché et le public pourra en prendre connaissance dans tous ses détails. En voici les dispositions principales :

Désormais, pour l'établissement des prix, le pays n'est plus divisé en deux zones comme précédemment. D'autre part les prix de la pomme de terre et des haricots payés à la culture ont été sensiblement relevés et fixés à titre définitif pour toute la récolte 1917. Pour la pomme de terre ils varient

de 16 francs à 27 francs les 100 kilos, suivant les qualités.

A partir du 1^{er} janvier viendra s'ajouter à ce prix une prime de 0 fr. 50 par mois pour frais de conservation et déchet. Par contre la rémunération des marchands en gros est ramenée à 3 francs par 100 kilos, tous frais compris, sauf les frais de transport, et celle des détaillants est fixée à 6 francs.

Pour les haricots secs, les prix s'échelonnent de 140 francs à 180 francs à la culture.

Sur les ventes effectuées par le marchand en gros dans la région productrice avec le commerce de gros de la région consommatrice, le bénéfice ne pourra excéder 3 % du prix de culture. Sur celles effectuées par ce dernier au détaillant, il est limité à 3 % pour les achats au-dessus de 5.000 kilos et 5 % en-dessous. Les prix ainsi obtenus ne pourront être majorés de plus de 15 % par le détaillant, tous frais compris. Les haricots des colonies ou de l'étranger ne pourront être vendus à des prix supérieurs.

Enfin la clause émise par M. Maurice Violette subordonnant les expéditions au respect des conditions d'achat ci-dessus, est formellement maintenue.

Soies. — Le marché des soies est influencé par la baisse des changes orientaux; cependant la meilleure tenue de Yokohama a provoqué un certain nombre de demandes. On constate, en effet, chez les acheteurs des besoins et un désir d'acheter sur une certaine base, ce qui permet d'envisager une reprise des affaires aussitôt que la cote aura dans son ensemble recouvré une certaine stabilité. Néanmoins les prix pratiqués présentent des écarts appréciables, suivant que la marchandise que l'on traite est disponible, flottante ou livrable.

Les stocks en marchandise disponible en Europe restent très pauvres et les arrivages peu nombreux et qui menacent de devenir plus espacés encore sont absorbés au fur et à mesure.

On a fait : Grèges Cévennes, 1^{er} ordre, 11/13, 106 francs; Trames-Canton, fil 1^{er} ordre, 26/30, 101 francs; Organsins Cévennes, extra, 26/30, 116 francs.

Le calme a été la note dominante en ce qui concerne les grèges asiatiques, et la reprise du marché de Yokohama d'environ 50 yen ne s'est répercutée que sur cette provenance. Les Canton et les Chine, qui ont continué à fléchir, n'ont intéressé que médiocrement les acheteurs.

On a payé : Grèges Chine, petit extra disponible, 10/12, 110 francs; Grèges Japon, 1 1/2 disponible, 9/11, 102 francs; Grèges Canton, 1^{er} ordre à livrer, 11/13, 90 francs.

La note, pour le Moulinage, serait plutôt moins bonne. Les mouliniers cherchent aujourd'hui des ouvraisons qu'ils ont de la difficulté à trouver et se montrent un peu plus accommodants devant une proposition. Néanmoins, les prix restent sensiblement stationnaires.

La situation du marché des soieries ne se modifie pas sensiblement; la production continue à rester bien inférieure à la demande qui reste active pour un certain nombre d'articles de fabrication lyonnaise. Les usines de tissage mécanique sont très largement occupées. Certaines d'entre elles fabriquent des tissus pour l'armée, ce qui réduit encore la production destinée à la consommation.

Le marché de l'étoffe, malgré les obstacles de toutes sortes, travaille, mais sans développement, vu la progression notable des matières premières, manipulations et autres. En tout cas, les articles lyonnais conservent toujours les faveurs de la mode, notamment les crêpes de Chine, velours et lainages écossais.

La condition des soies de Lyon a enregistré pendant le mois de septembre 1917 : 6.415 balles pesant

364.518 kilos. Si de ce nombre on retranche les soies diverses et les bobines qui y figurent pour 210 balles pesant 8.095 kilos il reste pour les soies ouvrées et les grèges 6.205 balles pesant 356.423 kilos qui se répartissent ainsi : 772 balles organsins pesant 39.927 kilos, 922 balles trames pesant 51.371 kilos et 4.511 balles grèges pesant 265.125 kilos.

PETITES NOUVELLES

◆ On retrouve au même cours de 658 l'action du *Crédit Foncier*.

Les Obligations Foncières et Communales n'ont rien perdu de leur fermeté.

Depuis le 1^{er} novembre, les 16.345 Obligations 1879 amorties au tirage du 5 septembre sont remboursables à 499.50.

◆ *Les sursis pour l'Emprunt.* — A l'occasion du prochain emprunt de la *Défense Nationale*, des congés de sursis, sans solde, de deux mois au maximum, pourront, sur la proposition du ministre des Finances, être accordés par l'autorité militaire aux agents de change et commis d'agents de change, aux banquiers, aux employés d'établissements de crédit et de banque. Les demandes doivent être adressées d'urgence au ministère des Finances, direction de la comptabilité publique. Les militaires des classes actives, service armé ou service auxiliaire, ne peuvent bénéficier de ces sursis.

◆ Le dernier coupon des certificats provisoires de la *Rente Française 5 %* (Emprunt 1916) devant être détaché à la Cote officielle le 5 novembre prochain, la Chambre syndicale des agents de change a décidé qu'à partir dudit jour la Rente 5 % ne se négociera plus qu'en titres définitifs.

Marché Financier

Paris, le 31 octobre 1917.

En dehors des événements militaires italiens qui ont alourdi le marché, les transactions restent des plus restreintes par suite de la liquidation de fin de mois et des fêtes de la Toussaint.

Le prix de l'argent ne se modifie pas et reste aux environs de 4 1/2 % au Parquet et 5 3/4 % en Banque.

Si notre 5 % fait preuve de bonnes dispositions, diverses réalisations pèsent au contraire sur notre 3 %.

Le groupe russe est toujours faible et les valeurs de cuivre et de caoutchouc paraissent un peu délaissées.

Comme de coutume, aucun cours n'a été coté sur le marché en Banque, où seules quelques transactions de gré à gré et hors cote ont été effectuées.

Parmi les derniers cours cotés nous relevons :

Au Parquet. — Au comptant : 3 %, 60,75; 5 %, 88,75; Banque de France, 5.280; Banque de Paris et des Pays-Bas, 1.070; Crédit Foncier, 658; Crédit Lyonnais, 1.145; Compagnie Algérienne, 1.386; Actions Est, 780; P.-L.-M., 975; Orléans, 1.105; Midi, 900; Nord, 1.316; Ouest, 705; Métropolitain, 440; Nord-Sud, 135; Omnibus, 459; Voitures à Paris, 385,50; Suez, 4.650; Thomson-Houston, 800; Boléo, 940; Penarroya, 1.345; Extérieure, 112,65; Russe 5 % 1906, 65,05; Serbe 5 % 1913 (Monopoles), 63; Andalous, 417; Saragosse, 444; Rio-Tinto, 1.888; Briansk, 300; Prowodnik, 228; Naphte, 308; Tréfileries du Havre, 278; Montbard-Aulnoye, 483; Etablissements Bergougnan, 1.590.

L'Administrateur-Gérant : GEORGES BOURGAREL.

Paris. — Imprimerie de la Presse, 16, rue du Croissant. — Simart, imp.